



# Revue de presse trimestrielle 2025 Janvier – Février - Mars

## Upsadi

# Récapitulatif

## Récapitulatif des actions de relations presse

- 9 documents presse envoyés
  - 6 interviews réalisées
  - 38 retombées presse dont 9 « Respilab' »

# Récapitulatif

## Récapitulatif des actions de relations presse

COMMUNIQUES DE PRESSE	JANVIER	FEVRIER	MARS
Envoyés	4	1	4
INTERVIEWS REALISEES	JANVIER	FEVRIER	MARS
	0	4	2
FORMAT RETOMBEES	JANVIER	FEVRIER	MARS
ONLINE	8	13	9
PRINT	1	3	4
TV	0	0	0
RADIO	0	0	0



# Communiqués de presse de janvier à mars

# Communiqués de Presse

## Communiqué de presse - janvier

### Santé à domicile : l'UPSADI invite à faire de 2025 l'année des résolutions concrètes



Communiqué de presse

#### Santé à domicile : l'UPSADI invite à faire de 2025 l'année des résolutions concrètes

Les débuts d'année sont toujours propices à la réflexion et aux bonnes résolutions. À cette occasion, l'UPSADI (Union des Prestataires de Santé à Domicile indépendants) appelle l'État, les ministres récemment nommés et les Autorités de Santé à s'investir pleinement dans le développement et la reconnaissance de la Prestation de Santé à Domicile.

Façon aux défis persistants du système de santé, l'UPSADI propose six résolutions clés pour bâtir un avenir plus inclusif et efficace dans le secteur de la santé à domicile.

« Alors que le village domiciliaire et, plus généralement, le maintien à domicile des personnes apparaît comme une volonté politique affirmée et réaffirmée par les gouvernements successifs, il est temps que des actions concrètes soient menées en ce sens, au-delà des effets d'annonce. L'instabilité politique actuelle mais aussi la gestion comptable du secteur sans analyse d'ensemble à des répercussions directes sur les Prestataires de Santé à Domicile et sur leur capacité, demain, à préserver le maillage territorial qui constitue l'une de leurs caractéristiques, précieuse, pour pallier la désertification médicale. Comme souvent, cette incertitude pèse lourdement sur les petites entreprises que nous représentons. En ce début d'année, nous formulons le vœu que 2025 soit enfin marquée par des avancées concrètes : il est temps qu'un plan ambitieux sur le domicile puisse être engagé, basé sur une véritable vision d'ensemble intégrant la totalité des acteurs de terrain » déclare Didier Dautais, Président de l'UPSADI.

**Résolution n°1 : Accorder un réel statut aux PSAD et redéfinir leurs missions**  
Conformément aux recommandations du rapport RGAD de 2019 (portant « la » référence pour les gouvernements successifs, et dans la lignée de l'impulsion en ce sens d'un ancien Ministre de la Santé, la DGOS (Direction Générale de l'offre de soins) doit reprendre les travaux visant à redéfinir les missions des PSAD à la lueur de l'évolution des pratiques et leur conférer un réel statut au sein du système de santé. Cette révision doit intégrer les attentes des patients et prescripteurs en « vie réelle », tout en valorisant les missions de terrain des 33 000 salariés des PSAD en France.

**Résolution n°2 : Revirer les modalités de régulation de la dépense pour offrir de la visibilité aux entreprises du secteur**  
Sortir d'une lecture comptable ligne à ligne de la dépense de santé à domicile est indispensable. Elle doit être analysée à l'échelle de tout le système de santé. Les régulations tarifaires doivent prendre en compte les spécificités et les investissements croissants des PSAD (ressources humaines, certification qualité, professionnalisation, investissements technologiques) pour accompagner une patientèle en constante croissance. Une vision pluriannuelle de la régulation tarifaire est indispensable pour garantir la pérennité des 2 350 entreprises et associations du secteur, dont 83 % sont des PME/ETPE.

**Résolution n°3 : Reprendre et finaliser l'accord-cadre sur la prestation**  
Dans cette même optique, il est primordial que les discussions autour de l'accord-cadre visant à encadrer la régulation du secteur et renforcer l'efficacité et la transparence des négociations tarifaires avec le CEPS puissent être réouvertes et aboutir, comme ce fut le cas avec les industriels en 2024.

**Résolution n°4 : Acter la prise en charge intégrale des fauteuils roulants par l'Assurance maladie**  
Les discussions doivent être relancées au plus vite afin de permettre un aboutissement rapide de la réforme qui constitue un véritable acte de justice sociale dans l'intérêt des usagers. Pour ce faire, l'UPSADI demande à l'État de prendre en considération les alertes formulées par les organisations

de PSAD à l'égard du projet, tant au plan budgétaire qu'organisationnel, afin de pallier ses fragilités qui risqueraient, en l'état, de compromettre la mise en œuvre de cette ambition.

#### Résolution n°6 : Lutter contre la désertification médicale grâce aux PSAD

Les 6500 professionnels de santé des PSAD (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...), présents sur l'ensemble du territoire, représentent une solution immédiate face à la désertification médicale. Leur expertise, combinée à leur proximité avec les patients, peut offrir une réponse opérationnelle et complémentaire, au côté des acteurs de santé locaux pour des territoires sous-dotés.

#### Résolution n°8 : Inclure les PSAD dans les instances de concertation

Les PSAD doivent pouvoir prendre part aux instances locales de réflexion et de décision en santé, notamment dans le cadre des ARS et autres Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS), où leur intégration est actuellement aléatoire et nulle, de ce fait, à la bonne représentation de l'offre de soins au niveau territorial.

Ces résolutions, portées par l'UPSADI, visent à inscrire la santé à domicile au cœur des priorités gouvernementales pour 2025. Alors que notre système de santé fait face à des défis inédits, il est impératif de reconnaître pleinement l'apport des PSAD dans le parcours de soins des patients.

#### À propos de l'UPSADI

Créée en 2015, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'intégralité du territoire métropolitain et d'outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuent à leur accompagnement d'urgence et participent activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, sclérose...) en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques intervenant sur prescription médicale. Les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 350 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...), et de nombreux professionnels d'assistance disponibles 24h/24 et 7j/7.

Contact Presse : Agence Etycom - Aelya Noiret - [a.noiret@etycom.fr](mailto:a.noiret@etycom.fr) - 06 52 03 13 47

<https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/01/CP-resolutions-2025-.pdf>




**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS


# Communiqués de Presse

## Communiqué de presse - janvier

### STD Les Prestataires de Santé à Domicile au 9e congrès de Pneumologie de Langue Française de Marseille


SAVE THE DATE

**Les Prestataires de Santé à Domicile  
au 9e congrès de Pneumologie de Langue Française  
à Marseille du 24 au 26 janvier 2025 - Parc Chanot**



Le Congrès de Pneumologie de Langue Française (CPLF) est un événement majeur permettant de faire le point sur les dernières innovations dans le domaine des pathologies respiratoires.

Un grand nombre d'adhérents de l'UPSADI représentant des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) sera, comme chaque année, présent au CPLF. Alors qu'une enquête réalisée auprès de 10 000 patients<sup>1</sup> révèle le rôle incontournable des PSAD dans une prise en charge efficiente des patients souffrant de pathologies respiratoires, cette présence massive permettra d'exploiter le rôle parfois méconnu de ces maillons essentiels du système de santé, et en particulier dans la prise en charge des pathologies respiratoires comme le syndrome d'apnée du sommeil, l'insuffisance respiratoire, la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO)...



Les pathologies respiratoires prises en charge par les PSAD en quelques chiffres :

- 1,8 million de patients souffrant d'apnée du sommeil,
- 355 000 patients insuffisants respiratoires sous oxygène,
- 72 000 patients ventilés,
- 44 000 patients bénéficiant d'une ventilation combinée à une oxygénothérapie

**Rencontrez les membres de l'UPSADI**  
Parmi les membres présents : Air Nord, Alizé Santé, Bastide Médical, Isis Medical, Linde Homecare France, Oxyvie, Reso 2, SOO Oxygène...

**Rendez-vous au Palais des Festivals de Marseille du 24 au 26 janvier 2025**  
pour échanger et découvrir les solutions innovantes des Prestataires de Santé à Domicile.  
Demande de rendez-vous auprès de [a.noiret@jetty.com.fr](mailto:a.noiret@jetty.com.fr)

**À propos de l'UPSADI**  
Créée en 2013, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires.  
Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soin, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur

<sup>1</sup> Enquête réalisée en partenariat avec l'association Santé Respiratoire France. Sondages en ligne réalisés auprès de 9 807 patients vivant avec une maladie respiratoire et bénéficiant d'un dispositif médical respiratoire et 240 prescripteurs de ces dispositifs médicaux.



# Communiqués de Presse

## Communiqué de presse - janvier

### Dans les Bouches-du-Rhône, les PSAD au cœur de la prise en charge des pathologies respiratoires



Alerte presse

9e Congrès de Pneumologie de Langue Française à Marseille du 24 au 26 janvier 2025  
Parc Chanot

Bouches-du-Rhône

Pathologies respiratoires : les PSAD au cœur de la prise en charge

Paris, le 23 janvier 2025 – Alors que la prévalence des pathologies respiratoires telles que l'apnée du sommeil, la BPCO, l'asthme, notamment, est en croissance significative, quelques 2,5 millions de patients sont traités à domicile grâce à l'intervention des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) par ventilation, oxygénothérapie, etc. Pourtant, leur contribution reste trop souvent sous-estimée par les politiques de santé publique. A l'occasion du Congrès de Pneumologie de Langue Française (CPLF) à Marseille, les PSAD mettent en lumière leur mission essentielle et les défis qu'ils rencontrent au quotidien.

Les PSAD : des acteurs de proximité indispensables en région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avec une forte densité de population et des disparités territoriales marquées par la paupérisation et la répartition inégale des professionnels de santé, les PSAD permettent de pallier les carences locales. Dans ce département, 55 entreprises interviennent directement auprès de 100 000 patients, y compris dans les zones les plus défavorisées.



Les PSAD : un soutien pour les patients et les professionnels de santé

Pour réduire la charge des soignants et améliorer l'accès aux soins, les PSAD assument une partie essentielle du suivi des patients et facilitent l'accès aux soins. Ainsi, ils sont garants de :



- la mise à disposition de dispositifs médicaux adaptés à chaque patient,
- une aide humaine de proximité pour la prise en main des équipements et des conseils personnalisés,
- un service de dépannage disponible 24h/24 et 7j/7, une coordination efficace entre les professionnels de santé de ville et hospitaliers.

« Dans notre région, nous accompagnons des populations parfois en grande difficulté, mais aussi l'ensemble des patients, quel que soit leur lieu de vie. En garantissant un suivi régulier et personnalisé, nous contribuons à l'équité d'accès aux soins et à une santé globale améliorée » explique Didier Daoulas, président de l'UPSADI et fondateur d'une entreprise de Prestations de santé à domicile à Marseille. « Dans le traitement de l'apnée du sommeil par exemple, il est aujourd'hui prouvé que le traitement par PPC est mieux suivi par les patients accompagnés par un PSAD, ce qui améliore la qualité de vie des patients et diminue les comorbidités, et donc les frais pour le système de santé. Ce rôle doit, enfin, être pleinement reconnu et valorisé à sa juste valeur »

#### Prestataires de santé à domicile : « Un lien indispensable »

Une étude inédite menée par l'UPSADI et le RespiLab auprès de 9 807 patients vivant avec une maladie respiratoire et bénéficiant d'un dispositif médical respiratoire et 240 prescripteurs de ces dispositifs médicaux vient de révéler l'importance cruciale des PSAD dans les prises en charge aux yeux des principaux intéressés (patients et prescripteurs).

Voici quelques chiffres marquants :

- 87% des patients déclarent que la présence d'un PSAD les motive dans leur traitement
- 65% indiquent que l'intervenant les aide à mieux comprendre leur pathologie
- Un rôle du prestataire indispensable pour l'installation et le suivi du traitement : 89% des patients préfèrent être accompagnés pour la prise en main de leur traitement
- 87% des patients déclarent que la présence d'un PSAD leur permet d'optimiser leur observance et 65% indiquent que l'intervenant les aide à mieux comprendre leur pathologie
- 99% des prescripteurs considèrent le prestataire de santé comme un intermédiaire indispensable dans la coordination des soins des patients équipés d'un dispositif médical d'assistance respiratoire
- 87% des prescripteurs considèrent que les prestataires leur libèrent du temps médical une valeur ajoutée cruciale dans une conjoncture de dégradation significative de la démographie médicale, en particulier dans certaines régions

Retrouvez les grands enseignements de l'enquête

#### A propos de l'UPSADI

Créée en 2013, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires.

Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...) de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...) en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques.

Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 350 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h/24 et 7j/7.

Contact Presse : Agence Elycom – Aelya Noiret – [a.noiret@elycom.fr](mailto:a.noiret@elycom.fr) – 06 52 03 13 47




# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - janvier

4 février : Journée mondiale contre le cancer

Quel est le rôle, trop souvent méconnu, des PSAD dans l'accompagnement global des patients traités à domicile?

 **UPSADI**

Communiqué de presse

4 février : Journée mondiale contre le cancer

**Quel est le rôle, trop souvent méconnu, des PSAD dans l'accompagnement global des patients traités à domicile?**

Paris, le 30 janvier 2025 – Si leurs missions sont moins visibles que celles des établissements hospitaliers et professionnels de santé, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent pourtant, de leur côté, un rôle important dans le parcours de soins des patients atteints de cancer, en leur permettant de poursuivre leurs traitements chez eux, dans un environnement familier, en toute sécurité. À l'occasion de la Journée Mondiale contre le cancer, l'UPSADI, souhaite rappeler l'engagement quotidien des PSAD auprès des millions de patients atteints de cancer : conseil, délivrance de dispositifs médicaux et prestations associées, bien-être des patients, lien social...

**Didier Daoulat, président de l'UPSADI :** « Les PSAD sont des acteurs incontournables de notre système de santé. Leur travail quotidien permet non seulement d'améliorer la qualité de vie des patients atteints de pathologies lourdes comme le cancer, mais aussi de répondre aux enjeux de soutenabilité de notre système de soins en libérant des lits d'hospitalisation, et en libérant du temps de soins aux professionnels de santé. »

En France, plus de 4 millions de patients bénéficient chaque année des services des PSAD, que ce soit pour des pathologies lourdes comme le cancer ou des maladies chroniques. Avec leurs 33 000 collaborateurs, dont 6 500 professionnels de santé (infirmiers, diététiciens, etc.), les PSAD agissent 24h/24 et 7j/7, même dans les zones reculées. Leur mission : offrir des solutions sur mesure d'accompagnement des patients à leur domicile tout en contribuant à la lutte contre les inégalités d'accès aux soins.

Dans le domaine du cancer, les PSAD agissent en collaboration étroite avec les équipes hospitalières, et interviennent en support des protocoles de soins notamment dans les domaines de :

- la nutrition artificielle, indispensable pour lutter contre la dénutrition sévère qui touche près de 40 % des patients atteints de cancer;
- la coordination des soins de support pour les patients sous chimiothérapie à domicile, à travers l'administration de perfusions (antidémétiques, antiépileptiques, etc.) et la gestion des dispositifs médicaux;
- un suivi humain et technique précoce : au-delà de la simple fourniture de matériel et de nutriments prescrits par les médecins, les PSAD assurent une écoute attentive, des conseils adaptés, un service de dépannage et de réapprovisionnement des dispositifs médicaux, ainsi qu'une prise en charge des patients en zones reculées.

« Les PSAD sont bien plus que des prestataires techniques », souligne Pierre Bourder, administrateur de de l'upsadi. « Ils sont des porteurs de santé, veillant au bien-être global des patients et de leurs proches, tout en contribuant à l'efficacité de notre système de santé. »

**Face aux cancers, les PSAD luttent contre la dénutrition**

La dénutrition touche près de 40 % des patients atteints de cancer, fragilisant leur santé et leur résilience face aux traitements. Les PSAD interviennent pour :

- adapter les protocoles nutritionnels : avec l'aide de près de 1 000 diététiciens employés par les PSAD, les patients reçoivent un accompagnement spécifique.

- mettre en place la nutrition artificielle (entérale ou parentérale) : une solution essentielle pour les patients ne pouvant s'alimenter par voie orale.
- assurer une proximité réelle, même dans les zones reculées, grâce à un réseau logistique efficace.

Jean-Paul Benet, suivi pour une nutrition artificielle à vie, ajoute : « Je me nourris uniquement par perfusion, mais grâce aux PSAD, je peux continuer à voyager et voir ma famille en province. C'est vital pour moi dans mon quotidien... »

Pour Candice Gruffat, infirmière de coordination d'un PSAD en Auvergne-Rhône-Alpes : « La prise en charge à domicile des patients sous chimiothérapie nécessite une coordination médicale entre l'hôpital, le domicile et les équipes PSAD. Cela garantit une qualité de soins et un confort de vie incomparables pour les patients. L'intervient auprès de 80 patients, et près de la moitié sont atteints d'un cancer. »

**Zoom sur la chimiothérapie à domicile : un accompagnement essentiel pour alléger le quotidien des patients**

Dans le cadre d'une chimiothérapie à domicile, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent un rôle clé en assurant le lien entre l'hôpital et l'infirmier(ère) libéral(e) chargé(e) de l'administration du protocole de soins. Leur intervention apporte un soutien essentiel aux patients et facilite la coordination entre les professionnels de santé grâce à :



- Les infirmiers de coordination (IDC) intégrés aux équipes des PSAD, qui assurent un suivi personnalisé. Ils communiquent aux professionnels de santé les évolutions de l'état du patient, ses ressentis, ainsi que ses nouveaux besoins (oxygénothérapie, soins de support, etc.).
- Les dispositifs médicaux (pompes à perfusion, matériel de soins...) sont fournis, maintenus et surveillés par les PSAD, permettant un accompagnement optimal.

Nérôme Lefebvre, patient sous chimiothérapie, témoigne : « Mon infirmière PSAD m'appelle régulièrement pour prendre de mes nouvelles. Elle m'accompagne avec bienveillance et s'assure que je dispose toujours du matériel nécessaire à mon traitement. Grâce à elle, je peux rester chez moi, entouré de ma famille, tout en recevant mes soins. »

### À propos de l'UPSADI

Créée en 2015, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 400 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure observance : le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (cancer, oncologie...), en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques.

Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 235 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Le réseau compte actuellement plus de 33 000 professionnels de santé (infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h/24 et 7j/7.

**Contact Presse :** Agence Bycom - Aëlia Noiret - [a.noiret@bycom.fr](mailto:a.noiret@bycom.fr) - 06 52 03 13 47

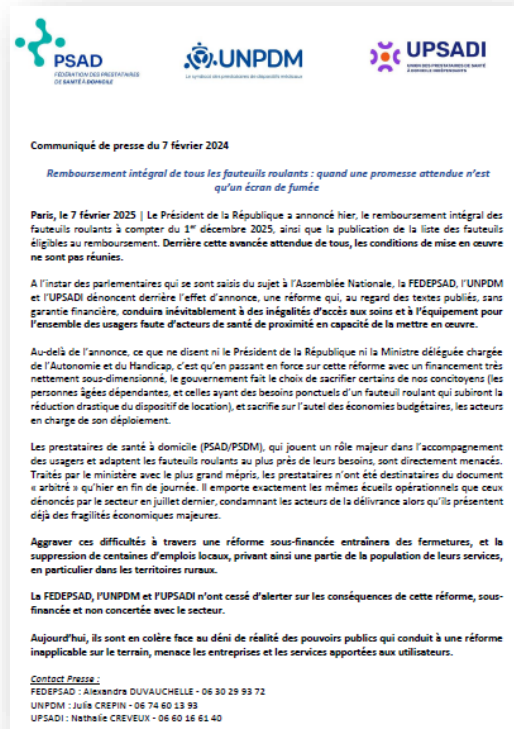
[https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/01/2025-02-04\\_CP-journee-mondiale-du-cancer.pdf](https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/01/2025-02-04_CP-journee-mondiale-du-cancer.pdf)



# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - février

Remboursement intégral de tous les fauteuils roulants :  
quand une promesse attendue n'est qu'un écran de fumée



<https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/02/CP-FEDEPSAD-UNPDM-UPSADI.pdf>

# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - mars

### Tarification de la prise en charge de l'apnée du sommeil par PPC : les PSAD signent un accord avec le CEPS



préparer dans des conditions optimales, l'évolution de la prise en charge, bénéficiant à plus de 1,7 million de patients suivis à domicile.

Les organisations représentatives des PSAD/PSMD espèrent également que ce processus de dialogue serve de modèle et soit étendu à l'ensemble des prestations de santé à domicile, pour apporter des réponses appropriées aux autres dossiers impactant fortement le secteur (diabète, fauteuils roulants, perfusion à domicile, nutrition, etc.). Cette méthode permettrait de mobiliser pleinement le potentiel du secteur dans l'accélération du virage ambulatoire, la lutte contre la désertification médicale et l'amélioration de la prévention, tout en garantissant un accès équitable et de qualité aux soins à domicile pour tous les patients.

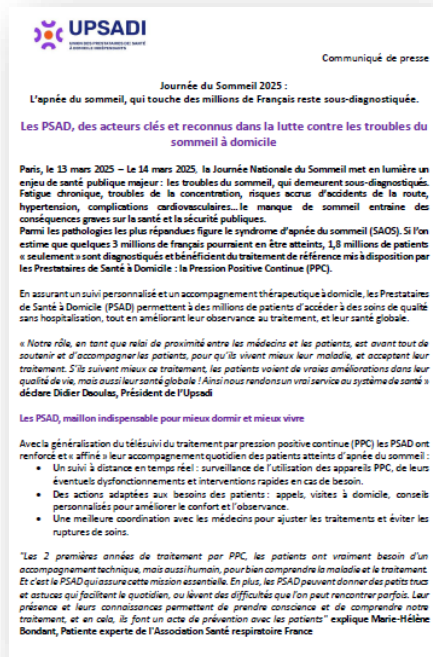
Contact presse Upsadi : Agence Etycom – Aëly Noiret – [a.noiret@etycom.fr](mailto:a.noiret@etycom.fr) – 06 52 03 13 47

<https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/03/20250303-CP-INTERSYNDICAL-PPC-PSAD-VD.pdf>

# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - mars

**Journée mondiale du Sommeil :**  
**Les PSAD, des acteurs clés et reconnus dans la lutte contre les troubles du sommeil à domicile**



1/3

[https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/03/2025-03-14\\_CP-Journee-sommeil.pdf](https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/03/2025-03-14_CP-Journee-sommeil.pdf)

## Communiqués de presse - mars

### Journée mondiale du Sommeil : Les PSAD, des acteurs clés et reconnus dans la lutte contre les troubles du sommeil à domicile

Une réelle amélioration de l'observance aux traitements, grâce au télésuivi et à l'accompagnement des PSAD

S'il a été démontré que l'utilisation régulière de la machine à PPC et a fortiori plus de 4 heures par nuit améliorait significativement la qualité de vie des patients, l'étude IMPACT-PPC, menée en 2018/2019 par l'UPSADI, la FEDEPSAD et ResMed auprès de 80 198 patients télé-suivis dans le cadre de leur traitement contre une apnée du sommeil, a démontré l'intérêt d'un suivi de proximité.

- 37 % des patients initialement observants moins de 2h par nuit passent à plus de 4h d'utilisation.
- 50 % des patients utilisant la PPC entre 2h et 4h par nuit augmentent leur usage au-delà de 4h.
- 92 % des patients déjà observants conservent un usage régulier après 12 mois



Les PSAD : un rôle reconnu et plébiscité par les patients, et les médecins prescripteurs

En janvier 2025 l'UPSADI dévoilait les résultats d'une grande enquête réalisée en partenariat avec le RespiLab, menée auprès de près de 9 807 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 médecins prescripteurs<sup>1</sup>. Cette étude démontre le rôle essentiel des PSAD dans le système de santé et auprès des principaux concernés. Ainsi :

- 89% des patients préfèrent être accompagnés pour la prise en main de leur traitement
- 87% des patients déclarent que la présence d'un PSAD les motive dans leur traitement
- 65% indiquent que l'intervenant les aide à mieux comprendre leur pathologie
- 99% des prescripteurs considèrent le prestataire de santé comme un intermédiaire indispensable dans la coordination des soins des patients équipés d'un dispositif médical d'assistance respiratoire
- 87% des prescripteurs considèrent que les prestataires leur libèrent du temps médical une valeur ajoutée cruciale dans une conjoncture de dégradation significative de la démographie médicale, en particulier dans certaines régions

Grâce à leur expertise et leur proximité avec les patients, les PSAD sont aujourd'hui des acteurs incontournables du parcours de soins à domicile, garantissant un meilleur accès aux traitements tout en désengorgeant les structures hospitalières.

« Dans le traitement de l'apnée du sommeil, les PSAD sont de véritables partenaires du parcours de soins, que ce soit pour les patients ou pour les professionnels de santé, comme l'a montré notre récente étude menée avec le RespiLab et l'Upsadi. Les PSAD participent concrètement à l'amélioration de l'observance des traitements, et soutiennent les patients. Du côté des médecins prescripteurs, leur intervention et les transmissions des données recueillies sont une vraie aide à la décision médicale, et font gagner du temps de soins. En tant que soignant, je ne connais pas d'équivalent en France ou en Europe de suivi d'une pathologie chronique aussi proche et efficace » ajoute Frédéric Le Guillou, pneumologue, allergologue et président de l'Association Santé Respiratoire France

# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - mars

### Journée mondiale du Sommeil : Les PSAD, des acteurs clés et reconnus dans la lutte contre les troubles du sommeil à domicile

**Les prestataires de santé à domicile porteurs d'innovations, au service des patients**  
Si le téléseuil du traitement par PPC constitue une innovation en soi, les PSAD continuent de travailler à l'optimisation de la prise en charge des patients.

A ce titre, certains prestataires ont développé de nouvelles solutions basées sur l'intelligence artificielle à l'image de l'Inde Homecare, adhérent de l'UPSADI, dont la solution AIRGENIOUS, lauréate du Prix Gallien 2024, permet d'anticiper les baisses d'observance et d'alerter le PSAD pour une intervention plus rapide et personnalisée, ce qui limite au maximum les risques de décrochage des patients.

#### Le saviez-vous ?

**Un enjeu de santé publique majeur : mieux détecter et mieux traiter les troubles du sommeil**

**1 Français sur 3 souffre de troubles du sommeil** mais la grande majorité des cas restent non diagnostiqués.

Selon une enquête de l'Institut National du Sommeil et de la Vigilance (INSV) en 2023, 37 % des Français sont insatisfaits de la qualité de leur sommeil, avec une majorité de femmes (44 %). De plus, 42 % déclarent souffrir d'au moins un trouble du sommeil, principalement l'insomnie (20 %) et les troubles du rythme du sommeil (17 %).

L'apnée du sommeil multiplie par 4 le risque d'accident de la route en raison de la somnolence diurne.

Le SAOS est un facteur de risque important d'hypertension, d'AVC et d'infarctus s'il n'est pas traité correctement.

Face à ces enjeux, les PSAD jouent un rôle essentiel de prévention et de suivi pour éviter les ruptures de soins et améliorer la qualité de vie des patients.

#### Atouts de l'UPSADI

Créée en 2013, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires.

Présents sur l'intégralité du territoire métropolitain et Outremer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soin, contribuent à leur accompagnement thérapeutique et participent activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...), en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques.

Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 350 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 33 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h / 24 et 7 / 7.



**Contact Presse :** Agence Etopcom - Aelje Nolret - [an.nolret@etopcom.fr](mailto:an.nolret@etopcom.fr) - 06 52 03 13 47

3/3

# Communiqués de Presse

## Communiqués de presse - mars

### L'UPSADI et France Silver Eco scellent un partenariat au service du maintien à domicile



Communiqué de presse

**L'UPSADI et France Silver Eco scellent un partenariat au service du maintien à domicile**


Paris, le 18 mars 2025 – L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur de la Filière Silver économie, ont signé ce jour une convention de partenariat visant à la coordination entre acteurs de terrain et à promouvoir la place essentielle des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) dans la filière.

Ce rapprochement se traduit par des actions communes autour du « Bien vieillir » et de la promotion du maintien à domicile dans les meilleures conditions, tout en renforçant la visibilité des PSAD auprès des pouvoirs publics et des autres acteurs du secteur.

Une signature au service du renforcement des synergies PSAD / France Silver Eco

L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur de la Filière Silver économie, ont signé aujourd'hui une convention de partenariat dont les objectifs sont les suivants :

- Réflexions communes autour du « Bien vieillir » et du maintien à domicile dans les meilleures conditions
- Mise en avant de la valeur ajoutée apportée par les PSAD dans le cadre du virage domiciliaire engagé par la puissance publique permettant de répondre à la transition démographique (étude, rapport, contribution...)
- Mise en relation entre les réseaux des parties au service d'une meilleure collaboration



À travers cette convention, l'UPSADI et l'ensemble de ses adhérents intègrent officiellement la Filière Silver économie. L'objectif de ce rapprochement est de mettre en valeur leur action et de créer des ponts avec d'autres acteurs de la filière, permettant une meilleure articulation au service du maintien à domicile.

Luc Broussy, Président de France Silver Eco :  
« Enquête après enquête, les seniors expriment le souhait de vieillir chez eux. La filière doit contribuer à la création de réponses adaptées, en intégrant à la réflexion l'ensemble des parties prenantes. Les PSAD constituent un chaînon essentiel du maintien à domicile, du « aller vers ». Grâce à eux, nous devons également permettre la massification des aides techniques, outil important du maintien à domicile. »

#### Un maillage territorial dédié au service des seniors

##### Didier Douulas, Président de l'UPSADI :

« Les 2 300 entreprises de PSAD et leurs 33 000 salariés, dont 6 500 professionnels de santé, sont mobilisés chaque jour auprès des patients. Avec notre ancrage territorial unique et la pertinence de nos équipes, nous sommes un acteur clé pour garantir des soins sûrs et de qualité à domicile. Ce partenariat avec France Silver Eco permettra de mieux faire connaître le rôle essentiel des PSAD auprès des différents acteurs de l'écosystème et des pouvoirs publics et d'amplifier notre contribution à la Filière Silver économie »

##### A propos de France Silver Eco

Association mandatée par le Gouvernement pour animer la Filière Silver économie, écosystème d'acteurs publics, privés et associatifs (entreprises, start-ups, associations, fédérations, mutualités, État, collectivités locales...) qui contribuent à adapter la société au vieillissement de manière préventive et globale (logement, villes et mobilités adaptées, santé et pensionnats, lien social, soutien aux aidants...). Son objectif est de fédérer des parties prenantes au service de la production de données, d'expérimentations ou de collaborations au service du bien vieillir.

##### A propos de l'UPSADI

Créée en 2023, l'UPSADI est un syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) qui a pour particularité de rassembler plus de 450 adhérents, prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires. Présents sur l'ensemble du territoire métropolitain et Outre-mer, les adhérents de l'UPSADI accompagnent les patients équipés d'un dispositif médical à leur domicile tout au long de leur parcours de soins, contribuant à leur accompagnement thérapeutique et participant activement à leur meilleure observance à leur traitement dans le cadre de maladies chroniques (maladies respiratoires, diabète...), de pathologies lourdes (Parkinson, oncologie...), en chirurgie ambulatoire. Ils accompagnent également les personnes en perte d'autonomie ou en situation de handicap via la fourniture d'aides techniques.

Intervenant sur prescription médicale, les PSAD prennent en charge à domicile 4 millions de patients grâce aux 2 300 entreprises implantées sur l'ensemble du territoire national. Les prestataires emploient plus de 31 000 salariés dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...) et de nombreux professionnels d'astreinte disponibles 24h / 24 et 7 / 7.

Contact Presse : Agence Etopom - Aude Nèret - [auden@etopom.fr](mailto:auden@etopom.fr) - 06 52 03 13 47

[https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/03/2025-03-18\\_-CP-Convention-UPSADI-FSE.pdf](https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/03/2025-03-18_-CP-Convention-UPSADI-FSE.pdf)



# Communiqués de Presse

## Les Prestataires de Santé à Domicile aux Journées Pratiques Respiration et Sommeil 2025



**Les Prestataires de Santé à Domicile  
aux Journées Pratiques Respiration et Sommeil 2025**  
à Marseille du 27 au 29 mars 2025 – Palais du Pharo

Un événement pour mieux comprendre l'apnée du sommeil et le suivi des patients à domicile

Chaque année, les Journées Pratiques Respiration et Sommeil (JPRS) réunissent les agents de la santé pour partager les dernières avancées sur l'apnée du sommeil.

L'UPSAI, syndicat de prestataires de santé à domicile (PSAD) sera présent pour faire découvrir leur rôle essentiel auprès des patients, des enseignants et de l'ensemble de l'écosystème de santé :

- 4 millions de patients pris en charge à domicile dont 1,4 million sont traités par PPC pour une apnée du sommeil
- 2 228 entreprises implantées partout en France, métropole et Outre-mer, y compris dans les zones médicales.
- 21 000 professionnels, dont 6 500 professionnels de santé (pharmaciens, infirmiers, diététiciens...).
- Un seul label (SCT) pour garantir la qualité des traitements.

### Practizarea de casă și domiciliu : un lien indispensabil

Les chiffres clés de l'enquête du RespiLab présentés lors d'une table ronde d'experts, le samedi 29 mars à 12h - Salle MAJOR

L'IPSACI organise une table ronde autour des résultats d'une grande enquête italienne en partenariat avec le RespirLab, living lab de l'association Santé Respiratoire France. Cette enquête, menée auprès de 9 000 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 prescripteurs, met en lumière le rôle clé des prescripteurs de matériel à domicile (PSAD).

Ces derniers jouent un triple rôle : désengorger les hôpitaux, favoriser l'observance des patients à leur traitement et faire gagner du temps médical aux professionnels de santé, comme le démontrent les chiffres locaux de l'enquête qui sera présentée dans le cadre des JPRS.



<http://www.elsevier.com/locate/jl>

Collège 2019, l'APSA3 est un cycle de dépendance des unités à domicile (FSA3) qui pour particularité de donner une plus d'EC, certains prestataires indépendants, dont les dirigeants sont majoritairement les propriétaires.

[illegible]

Informații despre prima fază de evaluare, în baza PMD-urilor, sunt prezentate în tabelul nr. 1 din anexa nr. 1 la prezenta metodă. În baza rezultatelor obținute în urma aplicării PMD-urilor, se poate constata că, în general, nivelul de cunoaștere este scăzut, ceea ce este în concordanță cu nivelul de dezvoltare a sistemului de învățământ din România. În ceea ce privește nivelul de cunoaștere al profesorilor, acesta este în general scăzut, ceea ce este în concordanță cu nivelul de dezvoltare a sistemului de învățământ din România.

Contact presse : Aëlia Nolrei – Anouka Chyrons – 06 53 83 13 47 – [a.nolrei@chyrons.fr](mailto:a.nolrei@chyrons.fr)







# Interviews de janvier à mars 2025

# Interviews

## Interviews réalisées en février



Le 12/02/2025

Echange avec Nicolas Balmelle

Sujet : éclairage sur la réforme VPH

*Article paru le 14/02*



Le 12/02/2025

Echange avec Nathalie Creveux

Sujet : éclairage sur la réforme VPH

*Article en attente de parution*



Le 20/02/2025

Echange avec Nathalie Creveux

Sujet : éclairage sur la réforme VPH

*Article en attente de parution*



Le 25/02/2025

Suivi d'une tournée avec Cécile Damance (NHC Care)

Sujet : prise en charge des patients atteints de cancer

*Sujet paru*



# Interviews

## Interviews réalisées en mars



Le 06/03/2025

Suivi d'une tournée avec Justine Gergelé (NHC Care)

Sujet : La santé à domicile

*Article paru le 12/03*



Le 06/03/2025

Echange avec Nathalie Creveux

Sujet : Eclairage tarification CEPS

*Article paru le 07/03*



# Interviews à venir

## Interviews à venir

**LE PROGRÈS**

Nouvelle tournée à recalcr – en attente des disponibilités

**smart.  
intégrations  
mag**

En cours de planification  
Echange avec Nathalie Creveux  
Sujet : Rôle des dispositifs médicaux dans le suivi des patients

**La Marseillaise**

En cours de planification  
Sujet : Métier PSAD et congrès JPRS à Marseille



# Retombées presse de janvier à mars 2025

# Récapitulatif

## Récapitulatif des retombées presse / sujets

- **38 Retombées presse**

**Respilab' : 9**

**VPH : 9**

**Santé à domicile en région : 5**

**Cancer à domicile : 2**

**CEPS PPC : 3**

**Partenariat Silver Eco : 2**

**Sujet de fond : 4**

**Voëux 2025 : 1**

**Legifrance.gouv : 3**



# Zoom Respilab' Janvier - Février



# RESPILAB'

## Respilab' résultats actions de relations presse

- 1 CP envoyé (non Etycom)
- 9 retombées presse

FORMAT RETOMBÉES	JANVIER	FEVRIER	MARS
ONLINE	7	1	0
PRINT	0	1	0
TV	0	0	0

# RESPILAB'

## Respilab' – Communiqué de presse

### Les prestataires de santé à domicile, des intervenants indispensables dans les parcours de soins

L'UPSADI et le RespiLab présentent les résultats d'une enquête inédite sur la perception des PSAD



<https://www.upsadi.fr/wp-content/uploads/2025/01/2025-01-21-Communique-de-presse-Resultat-de-lenquete-UPSADI-Respilab.pdf>

# Résultats actions de relations presse Respilab'

## TOUTE LA VEILLE DES ACTEURS DE LA SANTE .FR

21 janvier 2025



# RESPILAB'

laVeille.fr 21 janvier 2025

### Présentation des résultats d'une grande enquête Respi'Lab consacrée aux prestataires de santé à domicile (Communiqué)

A l'occasion de sa conférence de presse du 21 janvier, l'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI), a dévoilé les résultats d'une grande enquête réalisée en partenariat avec le RespiLab, living lab de l'association [Santé Respiratoire France](#).

Dans un contexte marqué par l'augmentation des pathologies chroniques et une dégradation de la démographie médicale en France, cette enquête, menée auprès de 9 807 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 prescripteurs, met en lumière le rôle clé des prestataires de santé à domicile (PSAD). Ces derniers jouent un triple rôle : désengorger les hôpitaux, favoriser l'observance des patients à leur traitement et faire gagner du temps médical aux professionnels de santé.

Une satisfaction générale des patients et un lien de confiance fort envers les PSAD

L'enquête révèle une satisfaction et une confiance marquées des patients à l'égard de leurs prestataires. Ceux-ci sont illustrés par la note de recommandation de 8,7/10, qu'ils attribuent à cette relation, mais aussi par une fidélité revendiquée puisque 90 % des patients interrogés conservent leur prestataire depuis le début de leur traitement.

89 % des patients considèrent que les PSAD sont indispensables à la prise en main des dispositifs médicaux, et 87 % estiment qu'ils jouent un rôle clé dans leur motivation thérapeutique et la bonne observance à leur traitement. Pour 65% des répondants, le rôle des PSAD pour mieux comprendre la pathologie est essentiel.

Professionnels de santé et PSAD : un « duo » complémentaire au service des patients

L'ensemble des prescripteurs interrogés (100 %) expriment une confiance totale envers les PSAD. Ces derniers sont perçus comme des intermédiaires indispensables dans la coordination des soins des patients par 89% des prescripteurs et les informations qu'ils transmettent aux professionnels de santé sont jugées utiles à l'optimisation du traitement des patients pour 99% d'entre eux. Pour 87 % des prescripteurs, les prestataires contribuent directement à optimiser le temps médical, un enjeu primordial dans un contexte de pénurie de soignants.

Une convergence de vues pour protéger ou renforcer un service déjà précieux

Interrogés sur leurs souhaits d'amélioration du service, les patients réclament avant tout leur attachement au fonctionnement actuel et appellent de leur vœux la préservation de la prestation existante : seuls 27% évoquent en effet des pistes d'amélioration, à travers un renforcement du rôle de l'intervenant, notamment par la fourniture de conseils complémentaires.

Dans le même esprit, les prescripteurs soutiennent l'idée d'un élargissement du rôle des PSAD, à travers des actes complémentaires et utiles au suivi du patient, mais aussi des missions telles que l'accompagnement thérapeutique, cité par 52% des prescripteurs. 95% d'entre eux estiment que l'élargissement de leurs missions pourrait être permis par une formation paramédicale reconnue.

Faire des prestataires de santé à domicile des acteurs de santé à part entière

Avec cette enquête, l'UPSADI et le RespiLab souhaitent valoriser l'impact positif des prestataires de santé à domicile à l'organisation du système de santé tout en ouvrant la voie à des innovations répondant aux besoins évolutifs des patients et des professionnels.

A l'heure où le système de santé traverse d'intenses difficultés caractérisées par un vieillissement de la population et une augmentation du nombre de pathologies chroniques, une pénurie de soignants accentuant le phénomène de désertification médicale et une équation budgétaire insoluble, les PSAD

sont en mesure d'apporter des solutions à ces difficultés ainsi qu'à une demande grandissante d'accès aux soins à domicile.

« L'enquête menée par le RespiLab confirme la légitimité des PSAD en tant qu'acteurs indispensables à la coordination des prises en charge des patients à leur domicile : ils permettent à la fois aux professionnels de santé de gagner du temps de soin, aux patients d'améliorer leur observance à leurs traitements et grâce à la densité de leur maillage territorial, ils demeurent l'un des derniers remparts contre les déserts médicaux.

Les Autorités de Santé doivent, enfin, se saisir de l'opportunité de la présence de nos entreprises et nos salariés et professionnels de santé expérimentés partout en France pour consolider l'offre de santé sur le territoire tout entier. Cela passe par une réflexion d'ensemble sur toutes les composantes du système de santé dans la durée, et de changer de paradigme en mettant fin à la vision comptable et à la régulation du secteur au coup de rabot », estime Didier Daoulas, Président de l'UPSADI. Forte de la légitimité accordée aux PSAD à travers cette enquête, l'UPSADI demande une nouvelle fois :

- La reconnaissance des PSAD en tant qu'acteurs de santé à part entière, au côté de l'ensemble des intervenants de santé et la reprise des travaux visant à la redéfinition de leur mission.
- L'application des promesses du Premier Ministre en faveur de la gestion pluriannuelle de la dépense de santé pour assurer la pérennité des entreprises, la sauvegarde des emplois non délocalisables et le maintien du maillage territorial indispensable à la continuité des soins des patients.

<https://toute-la-veille-acteurs-sante.fr/228152/presentation-des-resultats-dune-grande-enquete-respilab-consacree-aux-prestataires-de-sante-a-domicile-paris/>

<https://toute-la-veille-acteurs-sante.fr/228152/presentation-des-resultats-dune-grande-enquete-respilab-consacree-aux-prestataires-de-sante-a-domicile-paris/>

GEROSCOPIE.FR

21 janvier 2025

### Géroscopie

21/01/2025 - UPSADI 17593 Les prestataires de santé à domicile  
acteurs mal connus du système de santé

**Liens privilégiés entre médecins prescripteurs et patients à domicile, les prestataires de santé appellent à une reconnaissance de leur rôle et de leur place dans la chaîne de soins.**

C'est parce que les prestataires de santé à domicile sont trop souvent absents des débats que l'UPSADI, Union des prestataires de santé à domicile indépendants, a tenu à rappeler le rôle majeur joué par ces acteurs dans le maintien à domicile.

A l'heure où le système de santé traverse une crise majeure, devant l'augmentation des maladies chroniques et du vieillissement de la population, de la pénurie de soignants et de la désertification médicale,...



21 janvier 2025

**HOSPIMEDIA**  
L'actualité des territoires de santé

Quality

## Les prescripteurs sont favorables au renforcement des missions des prestataires à domicile

Publié le 21/01/25 -  
17h34

L'Upsadi a réalisé une grande enquête sur la perception du rôle des prestataires de santé à domicile qu'ont les patients et les prescripteurs. Les professionnels de santé, qui travaillent en moyenne avec six prestataires, sont unanimement satisfaits.

Plus qu'ils prennent en charge près de 4 millions de patients, dont 2,5 millions pour des pathologies respiratoires les prestataires de services et distributeurs de matériel – ou prestataires de santé à domicile (Psad) – manquent encore de visibilité dans le parcours de soins. Pour y remédier et faire connaître leur place dans le système de santé, l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (Upsadi) a collaboré avec les Respibat<sup>®</sup> de l'Association Santé respiratoire France pour réaliser un sondage en ligne en juillet 2024, diffusé par les patients adhérents au Respibat et les prestataires de Upsadi. Les résultats présentés ce 21 janvier à Paris témoignent de la satisfaction des patients et des prescripteurs à collaborer avec les Psad.

Plus de 9 800 patients vivant avec une maladie respiratoire et bénéficiant d'un dispositif médical ainsi que 240 professionnels de santé prescripteurs de ces dispositifs ont répondu aux questionnaires. La moitié des professionnels répondants sont pneumologues — les autres étant notamment médecins généralistes, ORL, cardiologues ou neurologues — et la même proportion suit chaque année plus de 500 patients dotés d'un dispositif médical respiratoire. L'étude fait apparaître que les professionnels de santé travaillent en moyenne avec six PAD différents. «95% des prescripteurs considèrent la présence de l'intervenant comme indispensable lors de la mise en place et du suivi des dispositifs médicaux au domicile», explique Frédéric Le Guillou, pneumologue et président de l'association Santé respiratoire France. Le sondage témoigne aussi d'un rôle psychologique assumé par le prestataire : dans 40% des cas, il apporte un soutien moral sur le long terme au patient pour améliorer sa qualité de vie d'après les prescripteurs.

tée des Psad qui pourrait se renforcer

Lescripteurs estiment que les interventions des prestataires permettent de gagner du temps médical.

Le Guillou, président de l'association Santé respiratoire France

de l'étude, les prestataires sont "une aide à la décision mais aussi à la professionnelle sont ainsi 99% à considérer les informations d'utilisation des épreuves par les Psad comme "particulièrement utiles" à la prise de décision clinique. Pris de 9 prescripteurs sur 10 confirment la réalisation d'examen après la capnographie ou l'oxygénation au Psad et estiment que ces derniers offrent d'informations complémentaires. "Les prestataires ont au domicile du patient transmettent des informations sur les conditions de vie, l'état physique ou l'état", décrit Frédéric Le Guillou. 92% des professionnels estiment aussi que les Psad peuvent proposer de l'accompagnement thérapeutique et 95% sont favorables à une telle reconnaissance par l'état qui permettrait aux Psad "d'élargir leur périmètre d'intervention et consolider leur rôle de coordinateurs".

**Observance thérapeutique**

ires sont les yeux et les oreilles des prescripteurs à domicile.  
las, président de l'Upsadi

La presque tous concernés par l'apnée du sommeil, près de la moitié des  
t un dispositif respiratoire par pression positive continue (PPC) depuis plus de six  
ontre que près de 9 répondants sur 10 ont recours au même prestataire depuis le  
en soins et que la note moyenne de recommandation atteint 8,7 sur 10. "Ces  
r de la satisfaction des patients, souligne Héliosée Vanacker, présidente de la  
toire de l'Upsa. 89% des répondants préfèrent être accompagnés pour la prise en

ants, les Psad jouent un rôle majeur dans l'optimisation du suivi du traitement et motivent et les aident à mieux suivre leur traitement. Les clés de la satisfaction des ans plusieurs facteurs : professionnalisme, confiance, disponibilité et réactivité. Les

que de suivi et de communication  
ents ne changeraient rien au  
la place et le rôle de l'intervenant.  
éticents à partager leurs données  
édecin, contrairement aux  
re bénéfique pour leur suivi.

...fourniture d'équipements et s'inscrit  
...ation des soins. Au vu de ces  
...bats et concertations menées par les  
...ans le parcours de soins, les  
...ne Didier Daoulas, président de  
...es Psad en tant qu'acteurs de santé ?  
...a en effet connu une baisse globale  
...la PPC devraient encore baisser  
...structures comme celles qui gèrent  
...de plus en plus de salariés. La  
...ere donc que la "logique budgétaire  
...ans son discours de politique

\* **Affilié à l'association Santé respiratoire France, le RespiLab est un espace de co-création de savoirs et de solutions innovantes pour faire progresser la prise en charge des maladies respiratoires chroniques.**

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20250121-qualite-les-prescripteurs-sont-favorables-au-renforcement-des>



## LE MONITEUR DES PHARMACIES.FR

22 janvier 2025



### Les prestataires de santé à domicile veulent de nouvelles missions

**Le rôle des prestataires de santé à domicile est plébiscité par les malades chroniques comme par les médecins, mais négligé par les décideurs politiques, déplore le secteur.**

Neuf patients sur dix (89 %) considèrent que les prestataires de santé à domicile (PSAD) « sont indispensables à la prise en main des dispositifs médicaux », presque autant (87 %) « qu'ils jouent un rôle clé dans leur motivation thérapeutique et leur bonne observance », et deux sur trois (65 %) qu'ils ont un rôle « essentiel » pour « mieux comprendre leur pathologie », selon un sondage de l'UPSADI (Union des prestataires de santé à domicile indépendants) et du RespiLab de l'association Santé Respiratoire France, auprès de 9800 patients équipés pour la plupart d'un dispositif médical pour l'apnée du sommeil. Ces acteurs sont « un rempart contre la désertification médicale », a souligné Didier Daoulas, président de l'UPSADI, lors d'une conférence de presse le 21 janvier.

« Une complémentarité prestataire/prescripteur »

Du côté des prescripteurs (240 répondants), 99 % estiment que les PSAD sont « des intermédiaires indispensables dans la coordination des soins » et fournissent des informations « utiles à l'optimisation du traitement ». « Ils vont au domicile du patient et ont ainsi des informations sur les conditions de vie : précarité, hygiène... », illustre le Dr Frédéric Le Guillou, pneumologue et président de Santé respiratoire France.

Soulignant les apports de ses adhérents - préservation « du lien social et de l'autonomie » des malades chroniques, diminution des hospitalisations, gain de temps médical, économies... -, l'UPSADI réitère ses demandes. « Nous souhaitons une reconnaissance des PSAD à travers un statut, comme recommandé par le rapport Igas [de janvier 2020]. Cinq ans après, rien n'a avancé », a déploré Didier Daoulas, même si « une certification est en cours de mise en place ». Autre demande : une gestion pluriannuelle de la dépense de santé, que le nouveau Premier ministre François Bayrou a remis à l'ordre du jour dans son discours de politique générale du 14 janvier.

[Les prestataires de santé à domicile veulent de nouvelles missions](#)

# RESPILAB'

## Résultats actions de relations presse Respilab'

OBJECTIF GARD.COM

28 janvier 2025



### SANTÉ Prestataires de santé à domicile : des intervenants indispensables dans les parcours de soins

Une enquête récente met en lumière le rôle clé des prestataires de santé à domicile (PSAD).

À l'occasion de sa conférence de presse du 21 janvier, l'UPSADI - Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants -, a dévoilé les résultats d'une grande enquête réalisée en partenariat avec le Respilab, living lab de l'association Santé Respiratoire France.

Dans un contexte marqué par l'augmentation des pathologies chroniques et une dégradation de la démographie médicale en France, cette enquête, menée auprès de 9 807 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 prescripteurs\*, met en lumière le rôle clé des prestataires de santé à domicile (PSAD). Ces derniers jouent un triple rôle : désengorger les hôpitaux, favoriser l'observance des patients à leur traitement et faire gagner du temps médical aux professionnels de santé.

Une satisfaction générale des patients

L'enquête révèle une satisfaction et une confiance marquées des patients à l'égard de leurs prestataires. Celles-ci sont illustrées par la note de recommandation de 8,7/10, qu'ils attribuent à cette relation, mais aussi par une fidélité revendiquée puisque 90 % des patients interrogés conservent leur prestataire depuis le début de leur traitement. 89 % des patients considèrent que les PSAD sont indispensables à la prise en main des dispositifs médicaux, et 87 % estiment qu'ils jouent un rôle clé dans leur motivation thérapeutique et la bonne observance à leur traitement. Pour 65% des répondants, le rôle des PSAD pour mieux comprendre la pathologie est essentiel.

L'ensemble des prescripteurs interrogés (100 %) expriment une confiance totale envers les PSAD. Ces derniers sont perçus comme des intermédiaires indispensables dans la coordination des soins des patients par 99% des prescripteurs et les informations qu'ils transmettent aux professionnels de santé sont jugés utiles à l'optimisation du traitement des patients pour 99% d'entre eux. Pour 87 % des prescripteurs, les prestataires contribuent directement à optimiser le temps médical, un enjeu primordial dans un contexte de pénurie de soignants.

Précisons que seuls 27% évoquent des pistes d'amélioration, à travers un renforcement du rôle de l'intervenant, notamment par la fourniture de conseils complémentaires. Dans le même esprit, les

prescripteurs soutiennent l'idée d'un élargissement du rôle des PSAD, à travers des actes complémentaires et utiles au suivi du patient, mais aussi des missions telles que l'accompagnement thérapeutique, cité par 92% des prescripteurs. 95% d'entre eux estiment que l'élargissement de leurs missions pourrait être permis par une formation paramédicale reconnue.

« L'enquête menée par le Respilab confirme la légitimité des PSAD en tant qu'acteurs indispensables à la coordination des prises en charge des patients à leur domicile : ils permettent à la fois aux professionnels de santé de gagner du temps de soin, aux patients d'améliorer leur observance à leurs traitements et grâce à la densité de leur maillage territorial, ils demeurent l'un des derniers remparts contre les déserts médicaux. Les Autorités de Santé doivent, enfin, se saisir de l'opportunité de la présence de nos entreprises et nos salariés et professionnels de santé expérimentés partout en France pour consolider l'offre de santé sur le territoire tout entier. Cela passe par une réflexion d'ensemble sur toutes les composantes du système de santé dans la durée, et de changer de paradigme en mettant fin à la vision comptable et à la régulation du secteur au coup de rabot » explique Nicolas Balmeille, vice-président UPSADI et par ailleurs, directeur des relations institutionnelles et des partenariats chez le Groupe Bastide Médical.



<https://medias.objectifgard.com/api/v1/images/view/6798f200721e0407385bcbfa/article/image.jpg>

Photo DR Objectif Gard

[SANTÉ Prestataires de santé à domicile : des intervenants indispensables dans les parcours de soins](#)





# RESPILAB'

# Résultats actions de relations presse Respilab'

MEDISITE.FR

30 janvier 2025

**Medisite**  
DEVENEZ ACTEUR DE VOTRE SANTÉ

## Maladies respiratoires, dénutrition ... le rôle du prestataire de soins à domicile

Avec l'augmentation des maladies chroniques, le nombre de personnes nécessitant des soins à domicile explose. Pour y parvenir, un acteur est essentiel : le prestataire de soins à domicile. Il intervient notamment dans trois catégories de prise en charge.



Aujourd'hui, le nombre de personnes soignées à domicile est en nette augmentation. En cause : l'augmentation des maladies chroniques, la dégradation de la démographie médicale en France et le vieillissement de la population. Et qui dit soins à domicile dit médecin, infirmier, kiné, aide-soignant... Mais un autre acteur, souvent dans l'ombre, apparaît comme essentiel : le prestataire de soins à domicile. Sans lui, les soins des 4 millions de patients pris en charge à la maison seraient impossibles.

Ces derniers jouent en effet un triple rôle : ils désengorgent les hôpitaux, favorisent l'observance des patients à leur traitement et font gagner du temps médical aux professionnels de santé. Pour mettre en lumière le rôle clé de ces prestataires de soins à domicile, une enquête de l'Union des prestataires de soins à domicile indépendants (UPSADI) a été réalisée en partenariat avec l'association Santé Respiratoire France. Durant l'été 2024, 9 807 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 prescripteurs ont été interrogés.

« Il voit l'évolution de l'état de santé physique et psychologique du patient »

Et le résultat est sans appel : 89 % des patients considèrent que les prestataires de soins à domicile (PSAD) sont indispensables à la prise en main des dispositifs médicaux, 87 % estiment qu'ils jouent un rôle clé dans la bonne observance de leur traitement et 65 % des répondants pensent que le rôle des PSAD est essentiel pour mieux comprendre la pathologie.

### Assistance respiratoire à domicile

Du côté des médecins, la confiance est au rendez-vous, avec 100 % des interrogés qui expriment une confiance totale envers ces acteurs de santé. Ces derniers sont perçus comme des intermédiaires indispensables dans la coordination des soins des patients par 99 % des prescripteurs, et les informations qu'ils transmettent aux professionnels de santé sont jugées utiles à l'optimisation du traitement. « Il voit l'évolution de l'état de santé physique et psychologique du patient », précise le Dr Frédéric Le Guillou, pneumologue et président de l'association Santé Respiratoire France, lors d'une conférence de presse le 21 janvier 2024.

### L'appareillage de l'apnée du sommeil

Mais alors, quels types de pathologies sont concernés ? Trois champs d'action dessinent leurs prises en charge : les pathologies respiratoires, qui comptent 2,5 millions de patients ; le **maintien à domicile**, qui en compte 1 million ; et la nutrition, qui touche 500 000 personnes. Les pathologies respiratoires

représentent la plus grande partie des prises en charge, avec près de 1,8 million de personnes atteintes d'un syndrome d'apnée du sommeil.

« Ma maladie respiratoire m'est tombée sur la tête. Je n'étais pas préparée. Nos habitudes de vie changent. J'étais seule et heureusement que le prestataire était là pour me guider avec cet appareil à la maison. Il m'a donné de précieux conseils pour que je puisse dormir correctement avec », se souvient Marie-Hélène Bondant, 62 ans, patiente experte pour l'association Santé Respiratoire France. En dehors de l'apnée du sommeil, environ 355 000 Français ont besoin d'**oxygénothérapie à domicile**. Un matériel apporté par ces aides à domicile. La ventilation non invasive, pour les patients atteints d'insuffisance respiratoire chronique restrictive ou de BPCO, quant à elle, concerne 72 000 patients.

### L'aide au maintien à domicile

La perte d'autonomie est un sujet majeur dans le débat public. Le vieillissement de la population engendre une aide au maintien à domicile qui va s'accroître dans les années à venir. Parmi le matériel délivré par les prestataires, le fauteuil roulant concerne 363 000 personnes. Les patients porteurs de matériels de stomathérapie doivent passer par un prestataire à domicile pour obtenir leur matériel.

Rassurez-vous, la demande pour obtenir du matériel médical se fait uniquement par le médecin traitant ou spécialiste sur prescription. « C'est un trio : médecin, patient et prestataires », précise le Dr Le Guillou. « J'ai gardé le même prestataire depuis le début de ma maladie en 2017. Je peux l'appeler 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 si j'ai un doute sur le matériel ou des besoins particuliers », témoigne Marie-Hélène Bondant.

### Les perfusions, la nutrition et l'insulinothérapie

#### Les conséquences d'une dénutrition

Le troisième grand champ d'action des prestataires de soins à domicile touche les perfusions, la nutrition des personnes dénutries avec un risque de perte de poids et le diabète. « La perfusion à domicile concerne 520 000 personnes, l'insuline par pompe, 105 000 et 70 000 pour la nutrition entérale. »

« L'enquête menée par le Respilab confirme la légitimité des PSAD en tant qu'acteurs indispensables à la coordination des prises en charge des patients à leur domicile. Ils permettent à la fois aux professionnels de santé de gagner du temps, aux patients d'améliorer leur observance à leurs traitements, et grâce à la densité de leur maillage territorial, ils demeurent l'un des derniers remparts contre les déserts médicaux. Les autorités de santé doivent enfin se saisir de l'opportunité de la présence de nos entreprises et de nos salariés et professionnels de santé expérimentés partout en France pour consolider l'offre de santé sur le territoire tout entier », estime Didier Duculas, président de l'UPSADI.

Maladies respiratoires, dénutrition... ces cas où vous pouvez bénéficier d'un prestataire de soins à domicile



# RESPILAB'

## Résultats actions de relations presse Respilab'

LE QUOTIDIEN DU MEDECIN.FR

31 janvier 2025



### Missions des prestataires de services à domicile : les prescripteurs favorables à leur élargissement

**S'appuyant sur les résultats d'une enquête sur la perception du rôle des prestataires de santé à domicile réalisée auprès des patients et des prescripteurs, le secteur réclame un statut et des missions élargies.**

« Aujourd'hui, les décideurs politiques ne savent pas ce que nous faisons », a déploré Didier Daoulas, président de l'Upsadi (Union des prestataires de santé à domicile indépendants), lors d'une conférence de presse le 21 janvier. Alors qu'ils prennent en charge près de 4 millions de patients, dont 2,5 millions pour des pathologies respiratoires, les prestataires de services et distributeurs de matériel — ou prestataires de santé à domicile, PSAD- qui rassemble 450 adhérents estiment ne pas être reconnus dans le parcours de soins. Pour y remédier, leur syndicat s'est appuyé sur une enquête menée avec l'association Santé respiratoire France (Respilab) auprès de 9 807 patients équipés d'un dispositif médical pour le traitement d'une pathologie respiratoire et 240 prescripteurs (pneumologues, ORL, cardiologues, neurologues, médecins généralistes).

Premier résultat : patients comme prescripteurs font confiance aux PSAD. « Cette confiance concerne plusieurs prestataires, ce qui montre une large collaboration », a commenté le Dr Frédéric Le Guillou, pneumologue et président de Respilab. Selon l'enquête, un prescripteur travaille en moyenne avec six prestataires.

#### Un gain de temps médical

Cette confiance concerne d'abord le rôle des prestataires en matière de formation des patients à l'utilisation de l'appareil, dans le contrôle, l'entretien, le bon usage de l'appareil pour s'assurer de l'efficacité du traitement. Au-delà de ces aspects pratiques, les prescripteurs reconnaissent l'utilité des PSAD pour apporter « le soutien moral aux patients » sur le long terme pour améliorer leur qualité de vie.

Les informations d'utilisation des dispositifs communiquées par les PSAD sont à ce titre considérées comme particulièrement « utiles » à la prise de décision médicale et au suivi des patients pour près de neuf prescripteurs sur dix. « C'est aussi une aide à la prescription par rapport aux données transmises », a ajouté le Dr Le Guillou. Pour traduire encore plus ce niveau de confiance et de collaboration, l'enquête révèle que près de neuf prescripteurs sur dix (89 %)

déclarent confier la réalisation d'examen complémentaires (capnographie, oxymétrie) aux prestataires.

### Une formation paramédicale

Interrogés sur les pistes d'amélioration pour le rôle des PSAD, les prescripteurs ont évoqué des actes utiles au suivi des patients (capnographies ou oxymétries) mais aussi des missions validées telles que « l'accompagnement thérapeutique » cité par 92 % des prescripteurs ou la remontée d'informations complémentaires sur les conditions de vie du patient (logement, présence d'un proche aidant), sur son état physique (variations pondérales, fatigue, difficultés d'endormissement, etc.), les événements de santé (hospitalisation, consultation, etc.) ainsi que son état psychologique. Mais dans cette perspective d'élargissement du périmètre d'intervention, 95 % des prescripteurs estiment qu'une « formation paramédicale reconnue » par l'État serait nécessaire.

Au vu de ces données, l'Upsadi revendique toujours une reconnaissance du rôle « essentiel » des prestataires de santé à domicile à travers d'un véritable « statut » pour les entreprises du secteur. « Nous ne souhaitons pas prendre la place des autres mais simplement être reconnus comme des acteurs de santé de proximité pour être présents dans les réunions qui concernent le domicile », a insisté Didier Daoulas. Une proposition de loi en ce sens avait été déposée par le sénateur (LR) du Vaucluse, Alain Milon, en avril 2023. Mais cette tentative de reconnaissance des PSAD en tant que profession de santé avait suscité une levée de boucliers, certains acteurs médicaux redoutant l'ubérisation du système de santé.



# Résultats actions de relations presse Respilab'

ESPACE INFIRMIER.FR

4 février 2025

Espaceinfirmier.fr

ACTUALITÉ ET SAVOIR FAIRE INFIRMIER

RESPILAB'

## « NOUS (PSAD) SOUHAITONS ÊTRE RECONNUS COMME ACTEURS DU SYSTÈME DE SANTÉ »

L'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (UPSADI) a rendu public le 21 janvier les résultats d'une enquête menée en partenariat avec l'association Santé respiratoire France auprès des patients et des prescripteurs pour connaître leur point de vue sur les services rendus par les PSAD. L'occasion pour le syndicat, qui fédère 470 adhérents, de formuler ses attentes à l'égard des tutelles. Le point avec son président, Didier Daoulas.

### DANS QUEL CONTEXTE AVEZ-VOUS DÉCIDÉ DE MENER CETTE ENQUÊTE ?



Le secteur des PSAD (prestataires de santé à domicile) rassemble 2500 entreprises et 33 000 salariés environ, avec une prise en charge de 4 millions de patients sur l'ensemble du territoire français pour la nutrition artificielle, la perfusion, l'insulinothérapie, l'activité respiratoire ou encore le maintien à domicile. Fort de cette présence sur le terrain, nous regrettons aujourd'hui le manque de reconnaissance de notre secteur d'activité par les pouvoirs publics. Nous sommes l'un des maillons de l'offre de soins en France, nous servons le virage ambulatoire, pour des retours à domicile post-hospitalisation, pour la prise en charge des pathologies aiguës ou chroniques. Pour autant, nous ne sommes pas reconnus à ce titre.

En 2020, l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) peuconnaît dans son rapport que la Direction générale de l'offre de soins (DGOS) travaille sur le sujet avec les représentants des PSAD. Elle ne s'en est pas saisie. Nous avons donc souhaité recueillir le sentiment des patients et des prescripteurs pour éventuellement appuyer nos revendications.

### QUELS ONT ÉTÉ LES POINTS SONDÉS ?

Notre enquête a porté sur le rôle des PSAD vis-à-vis des 2 publics. 9 807 patients vivant avec une maladie respiratoire et 240 prescripteurs ont répondu à leur questionnaire respectif. Nous pouvons en tirer plusieurs conclusions. Tout d'abord, les PSAD sont très appréciés des patients, car ils leur apportent un accompagnement concernant le suivi de leur pathologie et une fluidité dans la prise des traitements au quotidien. Les prescripteurs ont, quant à eux, mis en avant que les PSAD permettent d'améliorer le suivi des dispositifs médicaux des patients, et que grâce au relai à domicile, nous jouons un rôle majeur pour la continuité et l'efficacité des traitements.

Nous leur avons également demandé s'ils pensaient à des pistes d'amélioration pour nos pratiques. Les patients ont principalement manifesté la nécessité d'être rassurés sur le maintien de la qualité de l'offre actuelle, dont la dimension humaine du suivi. Les prescripteurs ont confié que d'autres missions pourraient nous être déléguées, avec des formations associées, pour libérer du temps médical. Notamment la capnographie à domicile, l'oxymétrie ou encore l'accompagnement thérapeutique. Ces missions pourraient être effectuées par nos infirmières, techniciens, kinésithérapeutes ou diététiciens.

### SUR QUELLES THÉMATIQUES L'UPSADI VA-T-ELLE CONCENTRER SES REVENDICATIONS VIS-À-VIS DES TUTELLES ?

Nous avons plusieurs axes de revendications à commencer par nos statuts. Nous souhaiterions être fichés dans le parcours de soins des patients. Aujourd'hui, nous sommes souvent réduits à des livreurs de matériels alors que nous effectuons bien plus, notamment l'accompagnement des patients et la coordination de la prise en charge. Nous aimerions être reconnus, non pas comme professionnels de santé, ce que nous ne sommes pas, mais comme acteurs du système de santé. Notre deuxième revendication est liée au statut économique. Nous n'avons pas de visibilité sur nos financements qui baissent d'année en année. Or, face à cette baisse des moyens, nous avons davantage de patients à prendre en charge en raison du virage ambulatoire. Nous aimerions disposer

d'une programmation des baisses pour équilibrer nos effectifs et prévoir nos investissements en fonction des moyens.

Enfin, nous souhaitons travailler sur le long terme avec les pouvoirs publics, pour définir un modèle concernant les différentes lignes budgétaires afin que les financements soient acceptables pour les pouvoirs publics, juste économiquement pour nos entreprises et qu'ils permettent aux patients de bénéficier d'une excellente qualité de prestations.

« NOUS (PSAD) SOUHAITONS ÊTRE RECONNUS COMME ACTEURS DU SYSTÈME DE SANTÉ » | Espace Infirmier/

# Résultats actions de relations presse Respilab'

L'INFIRMIERE

4 février 2025

L'INFIRMIERE  
★MAGAZINE

RESPILAB'



d'une programmation des baisses pour équilibrer nos effectifs et prévoir nos investissements en fonction des moyens.

Enfin, nous souhaitons travailler sur le long terme avec les pouvoirs publics, pour définir un modèle concernant les différentes lignes budgétaires afin que les financements soient acceptables pour les pouvoirs publics, juste économiquement pour nos entreprises, et qu'ils permettent aux patients de bénéficier d'une excellente qualité de prestations.

Par : Laure Martin



# Zoom VPH Février - Mars

## Résultats actions de relations presse février

LES ECHOS.FR

6 février 2025

### LesEchos

#### Même très coûteux, les fauteuils roulants seront complètement remboursés

**L'exécutif promet le remboursement à 100 % de tous les fauteuils roulants et la fin des parcours du combattant pour les personnes handicapées.**

Les personnes handicapées n'auront bientôt plus à réussir un parcours du combattant, ni payer de lourdes factures, voire être obligées de lancer des cagnottes en ligne, pour se procurer un fauteuil roulant, promet l'exécutif. Ce jeudi, le président de la République a annoncé sur TikTok le lancement d'ici au premier décembre prochain d'un système de remboursement à 100 % de ces équipements pouvant coûter plusieurs dizaines de milliers d'euros.

Promise par Emmanuel Macron il y a près de deux ans, la réforme devait initialement être mise en oeuvre en 2024. Les personnes handicapées devront encore patienter avant de pouvoir accéder au fauteuil qui leur convient gratuitement, mais l'exécutif promet de rembourser tous les fauteuils et de faciliter leur vie. « Plus besoin de faire une multitude de dossiers ou des appels aux dons, un guichet unique va tout simplifier », affirme dans une vidéo la ministre chargée de l'Autonomie et du Handicap, Charlotte Parmentier-Leccocq.

#### Une réponse en deux mois

« Toutes les options, les adjonctions qui correspondent à un besoin identifié par le professionnel de santé qui vous accompagne seront prises en charge », assure aussi la ministre. Autrement dit, la Sécurité sociale pourrait s'acquitter de 30.000 à 40.000 euros par fauteuil, voire plus. De quoi éviter que les personnes ne soient amenées à payer de leur poche plusieurs milliers, voir plusieurs dizaines de milliers d'euros.



# Résultats actions de relations presse février

LES ECHOS.FR

6 février 2025

## LesEchos

Le futur système de remboursement est censé coûter 160 millions d'euros de plus par an à la Sécurité sociale, en plus de 300 millions déjà prévus pour le remboursement des achats de fauteuils roulants. C'est « un effort considérable qui est fait », insiste-t-on au ministère.

### Des entreprises mécontentes

L'administration relève qu'il ne s'agit pas de rembourser, comme dans le cas des appareils auditifs ou les prothèses dentaires des produits de bonne qualité mais « de base », mais de prendre en charge tous les fauteuils, y compris les plus chers. Le ministère va cependant fixer un prix limite de vente pour éviter que les fabricants augmentent leur prix en surfant sur une meilleure prise en charge.

La réforme ne fait cependant pas que des heureux car elle s'accompagne aussi d'une remise à plat de la prise en charge des locations de fauteuils. Celles-ci seront moins bien remboursées, même si les complémentaires santé sont amenées à prendre le relais, indique le ministère.

« On va casser tout l'équilibre économique de tous les acteurs qui font de l'aide à domicile pour les personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie en baissant le prix de remboursements de la location des fauteuils », insiste un porte-parole de l'Union des prestataires de santé à domicile (UPSADI), le Syndicat des prestataires des dispositifs médicaux (UNPDM) et la Fédération des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD).

Sachant cependant que pour les fauteuils particulièrement sophistiqués, la prise en charge ne sera pas acquise par défaut, mais elle devra faire l'objet d'un « accord préalable ». Le ministère de la Santé et des Solidarités promet en tous les cas de répondre aux demandes de remboursement en deux mois maximum, quand les associations évoquent des délais de parfois plusieurs années pour obtenir satisfaction.

La promesse est saluée dans le camp des associations représentant les personnes handicapées. « Notre association APF France Handicap se bat depuis plus de vingt ans pour une réforme de la prise en charge des fauteuils roulants », relève Pascale Ribes, sa présidente, dans une vidéo diffusée par le ministère, évoquant « une avancée majeure ». Pour Laurence Tiennot-Herment, président de l'APM-Téléthon, « on a enfin été entendus ».

# Résultats actions de relations presse février

FRANCE SILVER ECO.FR

7 février 2025



VPH


**SilverEco** 7 février 2025

## Remboursement intégral des fauteuils roulants dès le 1er décembre 2025 : une avancée majeure pour les personnes âgées

Le 1er décembre 2025 marque un tournant décisif pour les personnes en situation de handicap et à mobilité réduite en France. Annonce par le gouvernement, le remboursement intégral des fauteuils roulants par l'Assurance Maladie et les complémentaires santé devrait simplifier l'accès à ces équipements indispensables. Une réforme qui concerne en premier lieu les personnes âgées, puisque constitue la majorité des usagers et pour qui le coût d'un fauteuil représente un frein majeur à leur autonomie.

**Un équipement essentiel pour les personnes âgées**

Aujourd'hui, plus d'un million de Français utilisent un fauteuil roulant, dont une grande partie des seniors souffrant de pathologies affectant leur mobilité : arthrose, [maladies du système cardiovasculaire](#), AVC, etc. Ainsi, le fauteuil roulant devient bien plus qu'un simple moyen de déplacement : il permet de préserver l'autonomie et d'éviter un isolement progressif, garantissant ainsi une meilleure qualité de vie.



Jusqu'à présent, le coût d'un fauteuil manuel pouvait atteindre jusqu'à 10 000 euros, tandis qu'un modèle électrique pouvait s'élever à 80 000 euros. L'Assurance maladie ne remboursait que 600 à 8 200 euros, laissant un reste à charge bien trop important pour les usagers. Un budget bien trop élevé, malgré l'aide des complémentaires santé et des dispositifs médicaux tels que la [DAP](#) (Prestation de Compensation du Handicap).

Ainsi, pour de nombreuses personnes âgées ayant déjà du mal à vivre avec leur retraite, ce coût restait un obstacle insurmontable : les obligant soit à renoncer à un fauteuil adapté, soit à recourir à des aides associatives ou à des cagnottes en ligne. Ces démarches sont souvent vécues comme humiliantes, le regard des autres sur le handicap étant déjà une souffrance pour beaucoup.

**Une réforme nécessaire mais soumise à des ajustements**

L'annonce du remboursement à 100 % vise à mettre fin à cette situation et à garantir à chaque personne un accès à un fauteuil roulant adapté à ses besoins. Le coût de cette réforme est estimé à 160 millions d'euros pour l'Etat. Une somme conséquente mais justifiée par l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Cependant, la réforme prévoit également un prix limite de vente, ce qui signifie que seuls les modèles respectant cette grille tarifaire seront intégralement remboursés.



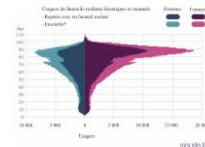
Les associations de défense des droits des personnes handicapées, comme APF France Handicap, ont exprimé leur inquiétude face à ce critère discriminant. Beaucoup de fauteuils roulants spécifiques, notamment ceux destinés aux pathologies plus complexes, risquent de ne pas être inclus dans la liste des équipements pris en charge, obligeant ainsi les usagers à financer eux-mêmes la différence.

Cette réforme, nous l'attendons depuis très longtemps. Il est temps de mettre fin au parcours du combattant afin d'obtenir le financement nécessaire à une aide à la mobilité qui est le prolongement du corps de tout utilisateur de fauteuil roulant. Il est temps que chaque utilisateur bénéficie du fauteuil roulant qui est lui-même adapté afin de garantir sa santé, son bien-être, sa dignité, son autonomie et ainsi sa pleine participation sociale. » Pascale Ribes, présidente d'APF France Handicap

En réponse à ces préoccupations, le gouvernement a assuré qu'une prise en charge spécifique des fauteuils les plus sophistiqués sera possible sous certaines conditions, notamment après une entente préalable avec l'Assurance maladie et l'avis d'un médecin spécialiste.

**Remboursement intégral des fauteuils roulants : Un impact direct sur l'autonomie des seniors**

Les personnes âgées sont parmi les premières bénéficiaires de cette réforme. Aujourd'hui, un tiers des personnes âgées de 60 ans ou plus déclare avoir au moins une [mobilité fonctionnelle réduite](#).



Ainsi, un meilleur accès à des équipements adaptés à de nombreux bénéfices pour des personnes et leur entourage :

- Un accès facilité à un équipement adapté
- Jusqu'à présent, beaucoup de seniors renouaient l'achat d'un fauteuil en raison de son coût

[Remboursement intégral des fauteuils roulants dès le 1er décembre 2025 : une avancée majeure pour les personnes âgées - Portail National de la Silver économie et du bien- vieillir](#)



# Résultats actions de relations presse février

FRANCE SILVER ECO.FR

7 février 2025



VPH

prohiber, au détriment de leur autonomie et de leur sécurité. Le remboursement à 100 % leur permet désormais d'obtenir un modèle adapté à leur morphologie et à leurs besoins spécifiques.

- Une meilleure prévention des complications médicales
- Un fauteuil mal adapté peut entraîner des douleurs chroniques, des escarres et des troubles musculo-squelettiques. Un équipement de qualité permet d'améliorer le confort de l'utilisateur et de prévenir les complications de l'immobilité.
- Une autonomie renforcée et un maintien à domicile facilité
- Grâce à cette réforme, de nombreux seniors pourront continuer à vivre chez eux dans de meilleures conditions, réduisant ainsi le besoin d'une entrée en établissement spécialisé.
- Un soulagement pour les aidants et les familles
- Les proches des personnes âgées en fauteuil roulant jouent un rôle crucial dans leur quotidien. Cette réforme réduit la pression financière et administrative qui pesait sur eux.

## Remboursement intégral des fauteuils roulants : Une mise en œuvre encore floue

L'annonce du remboursement intégral découle d'un engagement pris par Emmanuel Macron en avril 2023 lors de la Conférence nationale du handicap. Depuis, le projet a fait l'objet de nombreuses négociations entre l'État, la Sécurité sociale et les fabricants de fauteuils roulants.



Le gouvernement a cependant assuré que cette réforme entrerait en vigueur dès décembre 2025, avec la publication d'une liste des fauteuils concernés. Cependant, certaines interrogations demeurent :

- Les procédures administratives seront-elles simplifiées pour éviter des délais d'attente trop longs ?
- Quels critères exacts détermineront l'éligibilité des modèles au remboursement ? Une limite de prix fixe l'exclura-t-elle pas certains modèles plus sophistiqués ?
- Les fauteuils sur-mesure seront-ils réellement pris en charge sans restriction budgétaire ?

Annexes sur le remboursement des fauteuils roulants : les professionnels du secteur réagissent.

La FEDERPAD, l'UNPDM et l'UPSADI mettent en garde contre une réforme qui, sans garantie financière suffisante, risque de creuser les inégalités d'accès aux soins et à l'équipement. Les acteurs de santé de proximité, essentiels à la distribution et à l'adaptation des fauteuils roulants aux besoins des usagers, ne sont tout simplement pas en mesure de la mettre en œuvre dans les conditions actuelles.



## Un financement insuffisant et des conséquences lourdes

Le gouvernement, en imposant cette réforme sans concertation approfondie avec les professionnels du secteur et avec un financement largement sous-dimensionné, fait peser un risque majeur sur les usagers et les prestataires. En particulier, les personnes âgées dépendantes et celles ayant des besoins ponctuels risquent d'être impactées par la réduction drastique du dispositif de location de fauteuils roulants.

Les prestataires de santé à domicile (PSAD/PPDM), qui accompagnent les patients et veillent à l'adaptation des fauteuils, sont directement menacés par cette réforme. Déjà fragilisés économiquement, ils vont regretter en fin de journée le discours final du ministre, lequel ne prend en compte aucune des avertissements formulés depuis juillet dernier. Cette situation pourrait entraîner la fermeture de nombreuses entreprises et la suppression de centaines d'emplois, notamment dans les zones rurales, laissant ainsi certains usagers sans accès à ces services essentiels.

## L'AD-PA se réjouit de cette avancée majeure

Cette mesure, réclamée de longue date par l'association dans sa proposition n°11, représente une avancée significative pour les personnes âgées en établissements comme à domicile.



Bien que l'AD-PA déplore l'absence de consultation des associations Citoyennage et AVEG dans les réflexions ayant conduit à cette décision, elle salue néanmoins l'impact positif de cette disposition, qui contribue à réduire les inégalités d'accès aux aides techniques. L'association souligne également l'importance de maintenir une approche participative en associant étroitement les personnes âgées et leurs familles aux débats sur le Grand Âge, à l'image de l'implication essentielle des personnes en situation de handicap dans les projets réalisés depuis le 10 du 11 février 2025.

L'AD-PA restera vigilante quant à l'application effective de cette mesure en octobre 2025 et attend avec une attention particulière le bilan du Plan Solidarité Grand Âge, dont les 20 ans seront célébrés en 2026.

## Des zones d'ombre persistantes

Outre le financement, plusieurs questions restent en suspens :

- Quels fauteuils seront réellement pris en charge par ce remboursement intégral ?
- Que deviendra le système de location, crucial pour de nombreux usagers ?
- Poursuivent les professionnels du secteur non-ifs pas été pleinement intégrés à la concertation préalable ?

La FEDERPAD, l'UNPDM et l'UPSADI expriment leur indignation face à une réforme qui jugent inacceptable et dangereuse, tant pour les entreprises concernées que pour les utilisateurs finaux.

Ils demandent une réévaluation immédiate du dispositif, avec une concertation réelle impliquant tous les acteurs du secteur, afin d'assurer un accès équitable et viable aux fauteuils roulants pour toutes les personnes concernées.

Les prochains mois seront donc cruciaux pour apporter des réponses à ces questions et garantir que cette réforme bénéficie réellement à toutes les PAIR sans distinction de handicap. Reste à espérer que dès le 1<sup>er</sup> décembre 2025, les personnes âgées en perte d'autonomie aient plus à choisir entre leur confort et leur budget. Un progrès pour une société plus inclusive, où vieillir avec dignité devient enfin une priorité.

<https://www.silvereco.fr/remboursement-integral-des-fauteuils-roulants-ds-le-1er-decembre-2025-avis-de-lad-pa-pour-les-personnes-ages-a-domicile>  
<https://www.silvereco.fr/remboursement-integral-des-fauteuils-roulants-ds-le-1er-decembre-2025-avis-de-lad-pa-pour-les-personnes-ages-a-domicile>

2/2

[Remboursement intégral des fauteuils roulants dès le 1er décembre 2025 : une avancée majeure pour les personnes âgées - Portail National de la Silver économie et du bien-vieillir](#)



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS

# Résultats actions de relations presse février

LE QUOTIDIEN DU PHARMACIEN.FR

10 février 2025



Fauteuils roulants remboursés à 100 % : une réforme qui inquiète les prestataires de santé à domicile

## Politique de santé

*Les conditions de mise en œuvre de la mesure prévoyant la prise en charge intégrale des fauteuils roulants par l'assurance-maladie, annoncée la semaine dernière par le président de la République, pré-occupent les prestataires de santé à domicile. Ces derniers dénoncent une réforme « sous-financée », qui se fera au détriment de certains patients.*

À compter du 1er décembre, l'achat de fauteuils roulants sera intégralement pris en charge par la Sécurité sociale. La liste des appareils concernés a déjà été publiée au « Journal officiel ». Très attendue par les patients, cette réforme suscite toutefois des inquiétudes. Alors que le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF), Philippe Besset, avait déjà alerté sur la baisse envisagée des tarifs de location des fauteuils roulants, les prestataires de santé à domicile (PSAD) ont également exprimé leurs doutes dans un communiqué (signé par la FEDEPSAD, l'UNPDM et l'UPSADI). En l'état et au regard des textes publiés « sans garantie financière », cette réforme « conduira inévitablement à des inégalités d'accès aux soins et à l'équipement pour l'ensemble des usagers faute d'acteurs de santé de proximité en capacité de la mettre en œuvre ». Les prestataires reprochent plus précisément au gouvernement de mettre en place cette réforme « avec un financement très nettement sous-dimensionné » et d'avoir « fait le choix de sacrifier certains de nos concitoyens : les personnes âgées dépendantes et celles ayant des besoins ponctuels d'un fauteuil roulant, qui subiront la réduction drastique du dispositif de location ».

La baisse envisagée sur les tarifs de location de fauteuils (le tarif réglementaire passerait de 18 à 4 euros pour une semaine de location) risque en effet de porter un sérieux coup de frein à cette activité. Les prestataires, qui estiment avoir été traités « avec mépris » par le ministère sur ce dossier, redoutent d'importantes conséquences pour leur avenir, alors qu'ils connaissent déjà « des fragilités économiques majeures » aujourd'hui. « Aggraver ces difficultés à travers une réforme sous-financée entraînera des fermetures et la suppression de centaines d'emplois locaux, privant ainsi une partie de la population de leurs services, en particulier dans les territoires ruraux », alertent les PSAD.

<https://www.lequotidiendupharmacien.fr/exercice-pro/politique-de-sante/fauteuils-roulants-rembourses-100-une-reforme-qui-inquiete-les-prestataires-de-sante-domicile>

## Résultats actions de relations presse février

LE MEDIA SOCIAL.FR

10 février 2025



### Remboursement des fauteuils roulants : "une réforme inapplicable", pour les prestataires de santé à domicile

**Après l'annonce du remboursement de tous les fauteuils roulants à compter du 1er décembre 2025, les trois fédérations représentant les prestataires**

de santé à domicile (FEDEPSAD, l'UNPDM et l'UPSADI) dénoncent une réforme « inapplicable sur le terrain » qui « menace les entreprises et les services apportés aux utilisateurs ».

Comme en juillet dernier, ils déplorent le « financement très nettement sous-dimensionné » de la réforme et en particulier « la réduction drastique [de l'enveloppe dédiée au] [...] dispositif de location », ce qui pourrait mettre à mal l'équilibre économique des prestataires de santé à domicile.

Rappelons qu'une enveloppe supplémentaire de 160 millions d'euros par an est prévue pour financer la réforme.

Pour ces trois fédérations, le gouvernement « fait le choix de sacrifier certains de nos concitoyens (les personnes âgées dépendantes, et celles ayant des besoins ponctuels d'un fauteuil roulant qui subiront la réduction drastique du dispositif de location), et sacrifie sur l'autel des économies budgétaires, les acteurs en charge de son déploiement ».

[Remboursement des fauteuils roulants : "une réforme inapplicable", pour les prestataires de santé à domicile](#)



VPH

# Résultats actions de relations presse février

## PROTECTION SOCIALE INFORMATIONS

11 février 2025



Les fauteuils roulants bientôt intégralement remboursés par l'assurance maladie

...), l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM) et l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants () ont dénoncé « une réforme qui, au regard des textes publiés sans garantie financière, conduira inévitablement à des inégalités d'accès aux...

Upsadi11/02/2025 - Pages 3 – Hebdomadaire



# Résultats actions de relations presse février

ASH.TM.FR

11 février 2025



## Fauteuils roulants : un remboursement total, mais à quel prix ?

**A l'occasion des vingt ans de la loi handicap de 2005, destinée à améliorer l'inclusion et garantir l'accessibilité, Emmanuel Macron s'est engagé**

Le 7 février sur TikTok à rembourser en intégralité des fauteuils roulants à compter du 1er décembre 2025.

Les fauteuils roulants intégralement remboursés, une belle avancée ? Peut-être. Mais qui sonne comme un effet d'annonce pour les organisations, qui dénoncent « un déni de réalité des pouvoirs publics qui conduit à une réforme inapplicable sur le terrain ».

Plus de reste à charge pour les utilisateurs, un guichet unique géré par l'Assurance Maladie, des délais raccourcis... Sur le papier, le combat semble en voie d'être gagné. Sauf que, dans les faits, le cadeau pourrait bien être un écran de fumée. Car si le remboursement est annoncé comme total, la PSAD (Fédération des prestataires à domicile), l'UPSADI (Union des prestataires de santé à domicile indépendants) et l'UNPDM (Syndicat des prestataires des dispositifs médicaux), fustigent par le biais de leur communiqué commun du 7 février « une réforme qui, au regard des textes publiés, sans garantie financière, conduit inévitablement à des inégalités d'accès aux soins et à l'équipement pour l'ensemble des usagers, faute d'acteurs de santé de proximité en capacité de la mettre en œuvre ». Autrement dit : un fauteuil roulant, oui, mais pas forcément celui dont la personne aura besoin.

D'autant que le financement envisagé, à savoir 160 millions d'euros annuels supplémentaires, est loin de couvrir l'ensemble des fauteuils. « Une réforme sous-financée ! » s'indignent d'ailleurs les professionnels du secteur. Surtout quand on sait, en effet, que la nomenclature des produits pris en charge n'a pas été mise à jour depuis plus de 20 ans. En d'autres termes, un remboursement intégral, mais pas au bon prix.

Naufrage programmé pour les professionnels du secteur

Là où le gouvernement se félicite d'une mesure à l'apparence généreuse, les prestataires de santé à domicile, eux, tirent la sonnette d'alarme. Car si le remboursement est « total », c'est bien eux qui vont devoir absorber les coupes budgétaires et s'adapter à une réforme « arbitraire » qui ne semble pas avoir été pensée avec eux, déplorent les prestataires.

## Résultats actions de relations presse février

ASH.TM.FR

11 février 2025



Le hic, c'est qu'« une réforme sous-financée entraînera des fermetures, et la suppression de centaines d'emplois locaux, privant ainsi une partie de la population de leurs services, en particulier dans les territoires ruraux. Des petites entreprises risqueraient la fermeture, privant les usagers de la proximité indispensable pour adapter, entretenir et réparer leur matériel », préparent les fédérations.

### Des oubliés et des perdants

Le chef d'État avait assuré lors de son allocution sur Tik Tok que serait fournie la liste des fauteuils pris en charge. Disponible sur le site internet [legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr), elle exclut des fauteuils spécifiques qui pourront faire l'objet, selon Emmanuel Macron, d'une « une entente préalable sur l'avis d'un médecin » avec la Sécurité Sociale, le tout dans un délai de « deux mois » pour rendre compte de sa décision.

Cependant, derrière cette réforme, une catégorie de personnes risque d'être sacrifiée : « les utilisateurs de fauteuils spécifiques, les personnes âgées dépendantes et celles ayant des besoins temporaires », selon les trois organisations, inquiètes.

Reste donc une question cruciale : quels fauteuils seront réellement concernés par le remboursement intégral ? À ce jour, environ 80 % des modèles actuels devraient être éligibles. Mais pour les 20 % restants, difficile à dire. Le choix semble être laissé à la discrétion de la Sécurité sociale.

Une opération de communication bien huilée, mais déconnectée des réalités du terrain à en croire les organisations de prestataires de dispositifs médicaux qui se considèrent « traités par le ministère avec le plus grand mépris ». Et condamnant « les acteurs de la déviance alors qu'ils présentent déjà des fragilités économiques majeures ».



Près de 60 000 personnes ont un reste à charge dépassant 1 000 euros après remboursement de l'Assurance-maladie. Il atteint même 7 200 euros en moyenne pour 34 500 usagers de fauteuils électriques, d'après l'Irdes (Institut de recherche et documentation en économie de la santé. Crédit photo Theron/peopleimages.com - stock.adobe.com

VPH

# Résultats actions de relations presse février

HOSPIMEDIA.FR

14 février 2025



## Fabricants et prestataires s'inquiètent du délai avant le remboursement des fauteuils

La date du 1er décembre pour la prise en charge des fauteuils roulants par l'Assurance maladie s'avère trop tardive pour les professionnels du secteur, qui redoutent une chute de leurs ventes et une année fiscale difficile. *"Un effet d'annonce", "sans garantie financière" qui "conduira inévitablement à des inégalités d'accès aux soins"*. L'Union des prestataires de santé à domicile (Upsadi), la Fédération des prestataires de santé à domicile (Fedepsad) et l'Union nationale des prestataires de...

<https://www.hospimedia.fr/actualite/articles/20250214-economie-fabricants-et-prestataires-s-inquietent-du-delai>



# VPH

# Résultats actions de relations presse mars

## LE QUOTIDIEN DU PHARMACIEN

6 mars 2025

LeQuotidien  
du pharmacien

### MATÉRIEL MÉDICAL

#### La réforme des fauteuils roulants condamne le marché de la location

La réforme des fauteuils roulants se mettra en place le 1er décembre et le CEPS vient de proposer des nouveaux tarifs. Pour mieux rembourser l'achat des fauteuils électriques, c'est le marché des fauteuils roulants manuels qui est menacé.

Le comité économique des produits de santé (CEPS) a fait connaître, dans un avis publié au « Journal officiel » du 25 février, les prix de cession et les prix limites de vente (PLV) qu'il envisage sur les véhicules pour personnes en situation de handicap (VPH), dans la foulée de la réforme annoncée le 6 janvier par le président de la République et de la nouvelle nomenclature. La LFP (liste des produits et prestations remboursables) a été revue de fond en comble, tant dans les codes et dénominations que dans les modalités de prise en charge.

Le gouvernement avait promis « une prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants, y compris les fauteuils sportifs et les plus spécifiques, votre mesure », en promettant d'allonger une enveloppe de 160 millions d'euros à l'assurance-maladie. Mais à quel prix pour les distributeurs ?

« En l'état, ces tarifs menacent la pérennité des entreprises de location de fauteuils qui ne pourront pas, à ces conditions, maintenir pour beaucoup d'entre eux cette activité, répond d'entrée de jeu Alexandra Duvaschelle, déléguée gé-

rale de la Fédération des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD). De même à l'achat, les tarifs prévus au bénéfice de la distribution sont insuffisants en l'état pour couvrir les coûts logistiques et d'accompagnement requis à la délivrance pour de nombreuses catégories de fauteuils, comme dans le cadre des prestations. » Le décor est planté.

#### Une LFP sans dessus dessous

Déjà, la réforme bouscule les modalités de prises en charge des fauteuils roulants qui seront de trois types : location de courte durée avec une utilisation prévisible de moins de 6 mois (assurée pour 3 mois et déduite à 3 mois supplémentaires sous conditions), location de longue durée avec une utilisation prévisible de plus de 6 mois (jusqu'à 5 ans, renouvelable), achat d'un VPH neuf.

Ensuite, les tarifs changent.

Aujourd'hui, les tarifs à la location varient selon le nombre d'accessoires et la durée de la location (plus ou moins de 52 semaines) et la location hebdomadaire d'un fauteuil roulant à propulsion manuelle classique tourne autour de 16 euros (1 accessoire, loca-

tion de moins de 52 semaines). En 2023, l'assurance-maladie a remboursé pour 158 millions d'euros de location de fauteuils roulants manuels sur tous les circuits de distribution (offices, prestataires). Avec la réforme, il y a autant de forfaits de location de courte durée que de modèles éligibles, avec des tarifs bornés différemment et dégressifs à partir de la 14e semaine. Ainsi, la location hebdomadaire du VPH à propulsion manuelle classique sera facturée 3,82 euros pendant les 13 premières semaines (PLV 10,92 euros) et 2,97 euros entre 14 et 26 semaines (PLV 8,42 euros). Mais un forfait de location pour un fauteuil électrique peut atteindre 95,75 euros la semaine. Avec de tels tarifs, « la perte est économique pour les pharmaciens mais également pour les patients puisqu'il y aura un dépassement considérable sur les locations de fauteuils manuels. »

À terme les prestataires risquent d'abandonner ce secteur et les fauteuils deviendront introuvables », estime Julien Chauvin, président de la commission Études et stratégies économiques de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF).

#### Perte économique et perte de chance

Pour Julia Crépin, déléguée générale de l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM) : « Les tarifs ne couvrent pas les coûts de revient. C'est donc une perte économique et un risque de disparition d'emplois. Aujourd'hui la location n'est rentable en moyenne qu'à partir de la 5e semaine, c'est-à-dire qu'entre 40 et 50 % des locations annuelles sont effectuées à perte par les prestataires au nom du service au patient. Demain, avec les tarifs publiés, la rentabilité est estimée à partir de 10 ou 11 semaines et il y a une dégressivité des tarifs prévue dès la 14e semaine. Ça ne tient pas. »

« À cela s'ajoute le fait que l'entrée en vigueur de la réforme a été annoncée pour le 1er décembre et que la ministre elle-même a encouragé les usagers à attendre cette

date pour se faire équiper. Ce qui signifie peu ou prou une année blanche pour les entreprises : à nouveau, quel secteur pourrait supporter cela ? », constate Nathalie Crevecoeur, déléguée générale de l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (UPSADI).

Sans compter les jeux des délais de carence : « La réforme introduit pour les usagers un délai de carence d'un an entre la fin d'une période de location et un achat (ou une nouvelle période de location). Quelqu'un qui aura loué un fauteuil à Pâques ne pourra pas à nouveau en louer un à Noël. Et si la location disparaît de l'offre sur une grande partie du territoire, elle ne pourra pas automatiquement être remplacée par de l'achat car les personnes devront attendre un an pour bénéficier à nouveau d'un fauteuil. Cela sera préjudiciable aux personnes âgées en perte d'autonomie dont cela

augmentera l'isolement, maintenant à domicile », ajoute Julien Crépin.

« La mesure est beaucoup trop radicale et signe l'arrêt de mort du fauteuil roulant de location », poursuit Julien Chauvin.

Les prestataires ont tous sollicité une rencontre avec le ministre du Travail et de la Santé et exigent la mise en place d'un comité de suivi le plus tôt possible, pour trouver un équilibre entre contraintes budgétaires et garantir la continuité de service au patient. Le but n'est pas non plus de rétrograder sur la prise en charge des fauteuils à l'achat et particulièrement des fauteuils électriques. Selon les associations de patients, environ un million de personnes en France utilisent un fauteuil roulant. Elles dénoncent aujourd'hui un reste à charge élevé, en moyenne de 5 500 euros. ■



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS





VPH

# Résultats actions de relations presse mars

## LE QUOTIDIEN DU PHARMACIEN.FR

6 mars 2025



### La réforme des fauteuils roulants condamne le marché de la location

La réforme des fauteuils roulants se mettra en place le 1er décembre et le CEPS vient de proposer des nouveaux tarifs. Pour mieux rembourser l'achat des fauteuils électriques, c'est le marché des fauteuils roulants manuels qui est menacé.



Le comité économique des produits de santé (CEPS) a fait connaître, dans un avis publié au « Journal officiel » du 25 février, les prix de cession et les prix limites de vente (PLV) qu'il envisage sur les véhicules pour personnes en situation de handicap (VPH), dans la foulée de la réforme annoncée le 6 janvier par le président de la République et de la nouvelle nomenclature. La LPP (liste des produits et prestations remboursables) a été revue de fond en comble, tant dans les codes et dénominations que dans les modalités de prise en charge.

Le gouvernement avait promis « une prise en charge intégrale de tous les fauteuils roulants, y compris les fauteuils sportifs et les plus spécifiques, voire sur mesure », en promettant d'allonger une enveloppe de 150 millions d'euros à l'assurance-maladie. Mais à quel prix pour les distributeurs ?

De même à l'achat, les tarifs prévus au bénéfice de la distribution sont insuffisants en l'état pour couvrir les coûts logistiques et d'accompagnement requis à la délivrance pour de nombreuses catégories de fauteuils, comme dans le cadre des prestations. Le décor est planté.

#### Une LPP sans dessus dessous

Déjà, la réforme bouscule les modalités de prises en charge des fauteuils roulants qui seront de trois types : location de courte durée avec une utilisation prévisible de moins de 5 mois (assurée pour 3 mois et étendue à 3 mois supplémentaires sous conditions), location de longue durée avec une utilisation prévisible de plus de 5 mois (jusqu'à 5 ans, renouvelable), achat d'un VPH neuf.

Ensuite, les tarifs changent. Aujourd'hui, les tarifs à la location varient selon le nombre d'accessoires et la durée de la location (plus ou moins de 52 semaines) et la location hebdomadaire d'un fauteuil roulant à propulsion manuelle classique tourne autour de 16 euros (1 accessoire, location).

<https://www.lequotidiendupharmacien.fr/exercice-pro/la-reforme-des-fauteuils-roulants-condamne-le-marche-de-la-location>





# Zoom santé à domicile en région Mars

# SANTÉ A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

LE JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE.FR

6 mars 2025

**LE JOURNAL**  
de Saône-et-Loire

### Pour éviter l'hospitalisation, des professionnels de santé à la maison

Quatre millions de patients sont suivis en France, chaque année, par un prestataire de santé à domicile. Ce sont ces structures qui accompagnent les malades, chez eux, pour s'assurer que le parcours de soins se déroule le mieux possible. Depuis le mois de février, c'est le cas par exemple de Roger, 76 ans, atteint d'un cancer de l'œsophage.



Il y a encore quelques mois, Roger vivait tout à fait normalement. Une retraite paisible, à Crèches-sur-Saône, aux côtés de son épouse, Paulette. Il s'apercevait bien qu'il avait un peu plus de mal à manger, qu'il était plus lent. « Il dégoûte, Roger », lui disait ses amis. À la fin de l'année 2024, les symptômes s'aggravent. Il subit une gastroscopie. Qui révèle la présence de cellules cancéreuses à l'œsophage. Lors de son hospitalisation au CHU de Dijon, il est mis en relation avec un prestataire de santé à domicile (PSAD). Pour que tout soit en place pour son retour à la maison.

#### Séances de chimio

Cécile Damance, diététicienne, travaille pour la société NHC, membre du syndicat Upsadi, Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants. Elle est basée à Dijon mais ses tournées l'amènent en Saône-et-Loire. C'est elle qui assure le suivi nutritionnel de Roger. Et fait des comptes rendus au spécialiste de l'hôpital de Mâcon, où le septuagénaire est désormais suivi. Il s'est vu prescrire six séances de chimiothérapie. À effectuer en cure de trois jours, via un diffuseur. C'est une infirmière libérale, toujours dans le cadre de la coordination des soins assurée par le PSAD, qui en assure la surveillance.



#### Perte de poids

Avec la tumeur contre laquelle il se bat, Roger ne peut pas se nourrir, ou seulement en très petite quantité, par voie orale. En quelques semaines, il a perdu 12 kg. « Et pourtant, c'était un gros mangeur, il avait un petit bidon », glisse Paulette. C'est grâce à une à une sonde d'alimentation entérale, via l'intestin, que Roger absorbe les doses en nutriments dont il a besoin. Cécile Damance lui fournit tout le matériel nécessaire, en quantité suffisante. Un rôle qui n'est pas seulement technique. Lors de ses visites, elle se montre à l'écoute. Prodiguant ses conseils. À Roger qui regrette de ne pas pouvoir avaler de grosses quantités, qui doit aussi composer avec les nausées et la perte de goût. « J'ai essayé de manger une compote, cela ne passe pas », Cécile le rassure. « Vous ne pouvez pas manger une assiette entière, mais si c'est quelques bouchées, plutôt du liquide, c'est déjà bien. »

#### Rester actif

Outre le critère du poids, celui de la masse musculaire permet de repérer les signes de dénutrition. Le premier test de force effectué par Roger est un peu faible. Le second est plus encourageant. « Si vous restez actif, cela va remonter », constate la diététicienne. Pour cela, Roger peut compter sur le soutien de Paulette. « Je le booste. L'autre jour on a marché une heure. Il était un peu fatigué, mais cela lui fait prendre l'air. » « Ne surestimez pas vos forces, conseille Cécile Damance. Mais c'est très bien. »



Top de Roger et Cécile Damance. Photo: NHC



« Attention, ne se déplace, contrôle des autres. Photo: NHC



Roger, 76 ans, et Cécile Damance, diététicienne, à domicile. Photo: NHC

1/2

<https://www.lejls.com/sante/2025/03/06/pour-eviter-l-hospitalisation-des-professionnels-de-sante-a-la-maison>

**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS

# SANTÉ A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

LE JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE.FR

6 mars 2025



### Parler de son cancer

Roger a décidé que sa maladie ne serait pas un tabou. Au contraire. En parler, la vivre avec ses proches, ses enfants et petits-enfants, lui donne des forces supplémentaires. Paulette, 70 ans, en rémission d'un cancer du sein diagnostiqué à 52 ans, a un peu de mal à cacher son inquiétude. Et s'interroge. « Quand est-ce que la tumeur va s'ouvrir pour laisser passer les aliments ? Quand est-ce qu'il va guérir ? Est-ce qu'une opération ne sera pas trop lourde à son âge ? » « Je suis solide ».

Autant de questions auxquelles il est impossible à la professionnelle de santé de répondre de façon catégorique mais elle apporte, posément, des explications. « Chaque cancer est différent pour chaque patient. Les médecins vous présenteront les solutions adaptées et vous prendrez la décision, le moment venu. Ne vous torturez pas pour la suite. » « Elle s'en est sortie, elle ne devrait pas se faire du souci », tempère Roger. Qui conclut, déterminé : « Je suis solide. Je ne me démoralise pas. »

2/2

<https://www.lejsl.com/sante/2025/03/06/pour-eviter-l-hospitalisation-des-professionnels-de-sante-a-la-maison>



# SANTE A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

LE JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE

7 mars 2025



# SANTÉ A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

### LE JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE

7 mars 2025



#### Pour éviter l'hospitalisation, des professionnels de santé à la maison

Quatre millions de patients sont suivis en France, chaque année, par un prestataire de santé à domicile. Ce sont ces structures qui accompagnent les malades, chez eux, pour s'assurer que le parcours de soins se déroule le mieux possible. Depuis le mois de février, c'est le cas par exemple de Roger, 76 ans, atteint d'un cancer de l'œsophage.

Il y a encore quelques mois, Roger vivait tout à fait normalement. Une retraite paisible, à Crêches-sur-Saône, aux côtés de son épouse, Paulette. Il s'apercevait bien qu'il avait un peu plus de mal à manger, qu'il était plus lent. « Il dégoûte, Roger », lui disait ses amis. À la fin de l'année 2024, les symptômes s'aggravent. Il subit une gastroscopie. Qui révèle la présence de cellules cancéreuses à l'œsophage. Lors de son hospitalisation au CHU de Dijon, il est mis en relation avec un prestataire de santé à domicile (PSAD). Pour que tout soit en place pour son retour à la maison.

#### Séances de chimio

Cécile Damance, diététicienne, travaille pour la société NHC. Elle est basée à Dijon mais ses tournées l'amènent en Saône-et-Loire. C'est elle qui assure le suivi nutritionnel de Roger. Et fait des comptes rendus au spécialiste de l'hôpital de Mâcon, où le septuagénaire est désormais suivi. Il s'est vu prescrire six séances de chimiothérapie. À effectuer en cure de trois jours, via un diffuseur. C'est une infirmière libérale, toujours dans le cadre de

la coordination des soins assurée par le PSAD, qui en assure la surveillance.

#### Perte de poids

Avec la tumeur contre laquelle il se bat, Roger ne peut pas se nourrir, ou seulement en très petite quantité, par voie orale. En quelques semaines, il a perdu 12 kg. « Et pourtant, c'était un gros mangeur, il avait un petit bidon », glisse Paulette. C'est grâce à une à une sonde d'alimentation entérale, via l'intestin, que Roger absorbe les doses en nutriments dont il a besoin. Cécile Damance lui fournit tout le matériel nécessaire, en quantité suffisante.

Un rôle qui n'est pas seulement technique. Lors de ses visites, elle se montre à l'écoute. Prodiguant ses conseils. À Roger qui regrette de ne pas pouvoir avaler de grosses quantités, qui doit aussi composer avec les nausées et la perte de goût. « J'ai essayé de manger une compote, cela ne passe pas », dit Cécile le rassure. « Vous ne pourrez pas manger une assiette entière, mais si c'est quelques bouchées, plutôt du liquide, c'est déjà bien. »

#### Rester actif

Outre le critère du poids, celui de la masse musculaire permet de repérer les signes de dénutrition. Le premier test de force effectué par Roger est un peu faible. Le second est plus encourageant. « Si vous restez actif, cela va remonter », constate la diététicienne. Pour cela, Roger peut compter sur le soutien de Paulette. « Je le booste. L'autre jour on a marché une heure. Il était un peu fatigué, mais cela lui fait prendre l'air. » « Ne surestimer pas vos forces, conseille Cécile Damance. Mais c'est très bien. »

#### Parler de son cancer

Roger a décidé que sa maladie ne serait pas un tabou. Au contraire. En parler, la vivre avec ses proches, ses enfants et petits-enfants, lui donne des forces supplémentaires. Paulette, 70 ans, en rémission d'un cancer du sein diagnostiqué à 52 ans, a un peu de mal à cacher son inquiétude. Et s'interroge. « Quand est-ce que la tumeur va s'ouvrir pour laisser passer les aliments ? Quand est-ce qu'il va guérir ? Est-ce qu'une opération ne

sera pas trop lourde à son âge ? »

« Je suis solide »

Autant de questions auxquelles il est impossible à la professionnelle de santé de répondre de façon catégorique mais elle apporte, pondamment, des explications. « Chaque cancer est différent pour chaque patient. Les médecins vous présenteront les solutions adaptées et vous prendrez la décision, le

moment venu. Ne vous torturez pas pour la suite. » « Elle s'en est sortie, elle ne devrait pas se faire du souci », tempère Roger. Qui conclut, déterminé : « Je suis solide. Je ne me démoralise pas. » ■



Cécile Damance, diététicienne à domicile, rend régulièrement visite à Roger, atteint d'un cancer de l'œsophage. Elle vient le voir chez lui, à Crêches-sur-Saône. Le patient effectue un test de force. Photo Ketty Beynades



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS



# SANTÉ A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

### LE DAUPHINE LIBERE.FR

11 mars 2025

**LE DAUPHINÉ**  
libéré

Annecy. Le diététicien nutritionniste, essentiel dans la chaîne du soin : « Le domicile est l'avenir ...

Aiors que les vœux des lycéens sur Parcoursup se terminent ce jeudi 13 mars, focus sur une profession dont la dimension médicale est mal connue. Nous avons suivi à Annecy Justine Gergely, une professionnelle qui intervient à domicile auprès de jeunes patients malades qui ont besoin d'une alimentation par sonde.



Justine Gergely vérifie le bon fonctionnement de la pompe électrique qui permet d'alimenter par sonde Axel, un bébé de trois mois qui va bientôt être opéré du cœur. Photo Le Di. M.R.

Mercredi 12 mars, c'est la Journée internationale des diététiciens nutritionnistes, une profession paramédicale que l'on associe souvent aux régimes amaigrissants et au bien-être, de manière limitative et caricaturale. L'Onisep, l'organisme du ministère de l'Éducation nationale qui recense les métiers et les formations, présente ainsi le rôle du diététicien : "Inciter à la consommation de plats équilibrés, tout en préservant le plaisir de manger".

Pourtant, ce métier à 94 % féminin est aussi un maillon essentiel de la chaîne du soin, en établissement de soins ou à domicile, auprès de patients qui ont besoin d'une aide à la nutrition temporaire ou au long cours, après un cancer, une chirurgie lourde ou en raison d'un handicap.

En pédiatrie, on va dans le service, on arrive avec le matériel médical qu'on va mettre à domicile et on forme les parents à l'utiliser.

Justine Gergely, diététicienne nutritionniste

Justine Gergely fait partie des professionnels qui ont choisi ce métier pour son volet médical. Après un bac S, un DUT génie biologique option diététique et une licence pro alimentation et

santé\*, la jeune femme de 30 ans a d'abord exercé à l'hôpital puis en établissement de soins de suite et de réadaptation (SSR).

Elle est aujourd'hui salariée d'un prestataire de santé à domicile. Elle travaille pour NHC-Care, une entreprise privée qui, sur prescription médicale, fournit du matériel, des conseils et une surveillance à des patients qui ont besoin d'être alimentés artificiellement avec une sonde. En jargon médical, on parle d'alimentation entérale. Justine Gergely s'occupe d'une soixantaine de malades, dont une moitié d'enfants.

#### Des bébés aux adultes

Nous l'avons suivie à Annecy chez deux jeunes patients. Axel d'abord, un bébé de trois mois atteint d'une grave malformation cardiaque, qui doit être opéré bientôt. Sa pathologie l'empêche de s'alimenter et de grossir normalement. Justine Gergely le suit depuis qu'il a quitté le service de néonatalogie de l'hôpital : « En pédiatrie, on va dans le service, on arrive avec le matériel médical qu'on va mettre à domicile et on forme les parents à l'utiliser », explique-t-elle. Cet apprentissage n'est pas toujours simple, mais Émilie et Angy, les parents du nourrisson, ont très vite assimilé le protocole de nutrition qui associe des biberons et une alimentation par sonde naso-gastrique.

Pour cette visite, la diététicienne a apporté le matériel dont a besoin le bébé (lait enrichi, tubulures et seringue pour le passer), mais son rôle consiste surtout à vérifier qu'il supporte bien la nutrition et que celle-ci est efficace. Elle emporte toujours un pèse-bébé et une toise.

Axel, qui sait titiler, devrait retrouver rapidement une vie normale après son opération. Mais la diététicienne suit parfois les enfants pendant un temps de sevrage long, car être nourri par sonde à un âge très précoce n'est pas sans conséquence.

Justine se rend ensuite chez Malissa, 13 ans, atteinte d'une maladie orpheline. Lourdement handicapée, la fillette ne parle pas, ne marche pas et est en grande partie nourrie grâce à un bouton de gastrostomie, un dispositif qui l'alimente directement dans l'estomac trois fois par 24 heures, du soir au matin. Malissa fait partie du tiers de patients chroniques dont s'occupe Justine Gergely.

La diététicienne vérifie que le dispositif fonctionne bien et fait le point avec la maman de Malissa. Elle note toutes les informations sur son ordinateur et après chaque visite, fait un compte rendu au médecin qui a prescrit le traitement. Si nécessaire, elle l'appelle directement : « On est souvent l'interlocuteur du médecin », observe-t-elle.

#### « Le domicile est l'avenir du soin »

Elle décide aussi la mère de la fillette rencontrer un lourde handicap médical et évoquer son avenir incertain. L'école itinérante lui fait du malin, « même s'il faut savoir se protéger », contre celle qui est aussi jeune maman, d'un bébé de dix mois.

Commentaire que « le domicile est l'avenir du soin », elle se regrette pas son choix malgré des contraintes importantes : beaucoup de déplacements, beaucoup d'heures et une grosse responsabilité pour un salaire modeste, 2 000 euros bruts sans les primes avec dix ans d'expérience.

Elle a le sentiment d'être utile, y compris auprès des médecins : « Ils n'ont pas beaucoup de nutrition dans leur formation, on doit parfois leur rappeler qu'un traitement est moins efficace si l'alimentation de la personne n'est pas bon », confie-t-elle.

(\*) Ces deux formations ont été remplacées en 2023 par un diplôme en trois ans : le BUT génie biologique, parcours diététique et nutrition.

<https://www.ledauphine.com/sante/2025/03/11/le-dieteticien-nutritionniste-essentiel-dans-la-chaîne-du-soin-le-domicile-est-l-avenir-du-soin>

# SANTÉ A DOMICILE REGION

## Résultats actions de relations presse mars

LE DAUPHINE LIBERE

12 mars 2025

**LE DAUPHINÉ**  
libéré

### Le diététicien nutritionniste, essentiel dans la chaîne du soin

Alors que les vœux des lycéens sur Parcoursup se terminent ce jeudi 13 mars, focus sur une profession dont la dimension médicale est mal connue. Nous avons suivi à Annecy Justine Gergelé, une professionnelle qui intervient à domicile auprès de jeunes patients malades qui ont besoin d'une alimentation par sonde.

M ercredi 12 mars, c'est la Journée internationale des diététiciens nutritionnistes, une profession paramédicale que l'on associe souvent aux régimes amaigrissants et au bien-être, de manière limitative et caricaturale. L'Oniseip, l'organisme du ministère de l'Éducation nationale qui recense les métiers et les formations, présente ainsi le rôle du diététicien : "Inciter à la consommation de plats équilibrés, tout en préservant le plaisir de manger".

Pourtant, ce métier à 94 % féminin est aussi un maillon essentiel de la chaîne du soin, en établissement de soins ou à domicile, auprès de patients qui ont besoin d'une aide à la nutrition temporaire ou au long cours, après un cancer, une chirurgie lourde ou en raison d'un handicap.

Justine Gergelé fait partie des professionnels qui ont choisi ce métier pour son volet médical. Après un bac S, un DUT génie biologique option diététique et une licence pro alimentation et santé\*, la jeune femme de 30 ans a d'abord exercé à l'hôpital puis en établissement de soins de suite et de réadaptation (SSR).

Elle est aujourd'hui salariée d'un prestataire de santé à domicile. Elle travaille pour NHC-Care, une entreprise privée qui, sur prescription médicale, fournit du matériel, des conseils et une surveillance à des patients qui ont besoin d'être alimentés artificiellement avec une sonde. En jargon médical, on parle d'alimentation entérale. Justine Gergelé s'occupe d'une soixantaine de malades, dont une moitié d'enfants.

Nous l'avons suivie à Annecy chez deux jeunes patients. Axel d'abord, un bébé de trois mois atteint d'une grave malformation cardiaque, qui doit être opéré bientôt. Sa pathologie empêche de s'alimenter et de grossir normalement. Justine Gergelé le suit depuis qu'il a quitté le service de néonatalogie de l'hôpital : « En pédiatrie, on va dans le service, on arrive avec le matériel médical qu'on va mettre à domicile et on forme les parents à l'utiliser », explique-t-elle. Cet apprentissage n'est pas toujours simple, mais Émilie et Angy, les parents du nourrisson, ont très vite assimilé le protocole de nutrition qui associe des biberons et une alimentation par sonde naso-gastrique.

Pour cette visite, la diététicienne a apporté le matériel dont a besoin le bébé (lait enrichi, tubulures et seringues pour le passer), mais son rôle consiste surtout à vérifier qu'il supporte bien la nutrition et que celle-ci est efficace. Elle emporte toujours un pèse-bébé et une toise.

Axel, qui sait têter, devrait retrouver rapidement une vie normale après son opération. Mais la diététicienne suit parfois les enfants pendant un temps de sevrage long, car être nourri par sonde à un âge très précoce n'est pas sans conséquence.

Justine se rend ensuite chez Maïssa, 13 ans, atteinte d'une maladie orpheline. Lourde handicapée, la fillette ne parle pas, ne marche pas et est en grande partie nourrie grâce à un bouton de gastrostomie, un dispositif qui l'alimente directement dans l'estomac trois fois par 24 heures, dont la nuit. Maïssa fait partie du tiers de patients chroniques dont s'occupe Justine Gergelé.

La diététicienne vérifie que le dispositif fonctionne bien et fait le point avec la maman de Maïssa. Elle note toutes les informations sur son ordinateur

et après chaque visite, fait un compte rendu au médecin qui a prescrit le traitement. Si nécessaire, elle l'appelle directement : « On est souvent l'interlocuteur du médecin », observe-t-elle.

Elle écoute aussi la mère de la fillette raconter sa lourde histoire médicale et évoquer son avenir incertain. L'école bienveillante fait partie du métier, « même s'il faut savoir se protéger », confie celle qui est aussi jeune maman, d'un bébé de dix mois.

Convaincue que « le domicile est l'avenir du soin », elle ne regrette pas son choix malgré des contraintes importantes : beaucoup de déplacements, beaucoup d'heures et une grosse responsabilité pour un salaire modeste, 2 000 euros bruts sans les primes aux dix ans d'expérience.

Elle a le sentiment d'être utile, y compris auprès des mé-

decins : « Ils n'ont pas beaucoup de nutrition dans leur formation, on doit parfois leur rappeler qu'un traitement est moins efficace si l'état nutritionnel de la personne n'est pas bon », confie-t-elle.

► Un peu plus de 17 300 diététiciens nutritionnistes exercent en France\* et leur nombre a doublé entre 2012 et 2021. La profession est très féminisée (à 94 %). 45 % exercent en libéral ou en mixte salarié/libéral, 31 % travaillent à l'hôpital et 24 % sont salariées d'autres structures, dont des entreprises de prestation de santé à domicile (PSAD).

\* Chiffres au 1<sup>er</sup> janvier 2024 de l'association française des diététiciens nutritionnistes. ► Deux formations permettant d'exercer ce métier : le BTS diététique en deux ans et le BUT génie biologique, parcours diététique et nutrition, en trois ans. Elles sont sélectives, les étudiants sont recu-

tés via la plateforme Parcoursup, qui est ouverte aux lycéens jusqu'au 13 mars pour formuler leurs vœux d'orientation. ►



Justine Gergelé vérifie le bon fonctionnement de la pompe électrique qui permet d'alimenter par sonde Axel, un bébé de trois mois qui va bientôt être opéré du cœur. Photo Le DA, M.A.

par Muriel Roturier

(\*) Ces deux formations ont été remplacées en 2023 par un diplôme en trois ans : le BUT génie biologique, parcours diététique et nutrition.

### ENCADRÉS DE L'ARTICLE

En pédiatrie, on va dans le service, on arrive avec le matériel médical qu'on va mettre à domicile et on forme les parents à l'utiliser  
Justine Gergelé, diététicienne nutritionniste



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS







# Autres retombées presse Janvier – Février - Mars

# VOEUX 2025

## Résultats actions de relations presse janvier

### LA LETTRE DES MANAGERS DE L'ACTION SOCIALE

23 janvier 2025



#### ■ Didier Daoulas, Président de l'UPSADI

- « Accorder un réel statut aux PSAD (Prestataire de santé à domicile) et redéfinir leurs missions.

Les PSAD souffrent d'un statut daté et impropre au sein du système de santé. Les pouvoirs publics doivent aller au bout des engagements pris voici plusieurs années, afin de les redéfinir à la lueur de l'évolution des pratiques, en intégrant les attentes des quelque 4 millions patients et des besoins des prescripteurs en « vie réelle », tout en valorisant les missions de terrain des 33 000 salariés des PSAD en France.

- Revoir les modalités de régulation de la dépense pour offrir de la visibilité aux entreprises du secteur.

Sortir d'une lecture comptable ligne à ligne de la dépense de santé à domicile est indispensable. Elle doit être analysée à l'échelle de tout le système de santé. Les régulations tarifaires doivent prendre en compte les spécificités et les investissements croissants des PSAD pour accompagner une patientèle en constante croissance. Une vision pluriannuelle de la régulation tarifaire est indispensable pour garantir la pérennité des 2 350 entreprises et associations du secteur.

- Acter la prise en charge intégrale des fauteuils roulants.

Les discussions doivent être relancées au plus vite, afin de permettre un aboutissement rapide de la réforme qui constitue un véritable acte de justice sociale dans l'intérêt des usagers. Pour ce faire, l'UPSADI demande à l'Etat de prendre en considération les alertes formulées à l'égard du projet, tant au plan budgétaire qu'organisationnel, afin de pallier ses fragilités qui risqueraient, en l'état, de compromettre la mise en œuvre de cette ambition. »



# Cancéro à domicile


## Résultats actions de relations presse février

SANTECOOL.NET

30 janvier 2025



**Quel est le rôle des PSAD dans l'accompagnement des patients traités de cancer ?**



Si leurs missions sont moins visibles que celles des établissements hospitaliers et professionnels de santé, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent pourtant, de leur côté, un rôle important dans le parcours de soins des patients atteints de cancer, en leur permettant de poursuivre leurs traitements chez eux, dans un environnement familier, en toute sécurité.

À l'occasion de la Journée Mondiale contre le cancer, l'UPSADI, souhaite rappeler le rôle des PSAD et leur engagement quotidien auprès des millions de patients atteints de cancer : conseil, délivrance de dispositifs médicaux et prestations associées, bien-être des patients, lien social...

**Quel est le rôle des PSAD ?**

Didier Daoulas, président de l'UPSADI : « Les PSAD sont des acteurs incontournables de notre système de santé. Leur travail quotidien permet non seulement d'améliorer la qualité de vie des patients atteints de pathologies lourdes comme le cancer, mais aussi de répondre aux enjeux de soutenabilité de notre système de soins en libérant des lits d'hospitalisation, et en libérant du temps de soins aux professionnels de santé. »

En France, plus de 4 millions de patients bénéficient chaque année des services des PSAD, que ce soit pour des pathologies lourdes comme le cancer ou des maladies chroniques. Avec leurs 33 000 collaborateurs, dont 6 500 professionnels de santé (infirmiers, diététiciens, etc.), les PSAD agissent 24h/24 et 7j/7, même dans les zones reculées. Leur mission : offrir des solutions sur mesure d'accompagnement des patients à leur domicile tout en contribuant à la lutte contre les inégalités d'accès aux soins.

Dans le domaine du cancer, les PSAD agissent en collaboration étroite avec les équipes hospitalières, et interviennent en support des protocoles de soins notamment dans les domaines de :

- la nutrition artificielle, indispensable pour lutter contre la dénutrition sévère qui touche près de 40 % des patients atteints de cancer.
- La coordination des soins de support pour les patients sous chimiothérapie à domicile, à travers l'administration de perfusions (antémétiques, antalgiques, etc.) et la gestion des dispositifs médicaux.
- un suivi humain et technique précieux : au-delà de la simple fourniture de matériel et de nutriments prescrits par les médecins, les PSAD assurent une écoute attentive, des conseils adaptés, un service de démarrage et de réapprovisionnement des dispositifs médicaux, ainsi qu'une prise en charge des patients en zones reculées.

« Les PSAD sont bien plus que des prestataires techniques », souligne Pierre Bourcier, administrateur de de l'Upsadi. « Ils sont des partenaires de santé, veillant au bien-être global des patients et de leurs proches, tout en contribuant à l'efficacité de notre système de santé. »

**Face aux cancers, les PSAD luttent contre la dénutrition**

La **dénutrition** touche près de 40 % des patients atteints de cancer, fragilisant leur santé et leur résilience face aux traitements. Les PSAD interviennent pour :

- adapter les protocoles nutritionnels : avec l'aide de près de 1 000 diététiciens employés par les PSAD, les patients reçoivent un accompagnement spécifique.
- mettre en place la nutrition artificielle (entérale ou parentérale) : une solution essentielle pour les patients ne pouvant s'alimenter par voie orale.
- assurer une proximité réelle, même dans les zones reculées, grâce à un réseau logistique efficace.

Jean-Paul Benet, suivi pour une nutrition artificielle à vie, ajoute : « Je me nourris uniquement par perfusion, mais grâce aux PSAD, je peux continuer à voyager et voir ma famille en province. C'est vital pour moi dans mon quotidien... »

Pour Candice Gruffat, infirmière de coordination d'un PSAD en Auvergne-Rhône-Alpes : « La prise en charge à domicile des patients sous chimiothérapie nécessite une coordination méticuleuse entre l'hôpital, le médecin et les équipes PSAD. Cela garantit une qualité de soins et un confort de vie incomparables pour les patients. J'interviens auprès de 80 patients, et près de la moitié sont atteints d'un cancer. »

**Zoom sur la chimiothérapie à domicile : un accompagnement essentiel pour alléger le quotidien des patients**

Dans le cadre d'une chimiothérapie à domicile, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent un rôle clé en assurant le lien entre l'hôpital et l'infirmier libéral chargé de l'administration du protocole de soins. Leur intervention apporte un soutien essentiel aux patients et facilite la coordination entre les professionnels de santé grâce à :

- Les infirmiers de coordination (IDEC) intégrés aux équipes des PSAD, qui assurent un suivi personnalisé : ils communiquent aux professionnels de santé les évolutions de l'état du patient, ses ressentis, ainsi que ses nouveaux besoins (oxygénothérapie, soins de support, etc.).
- Les dispositifs médicaux (pompes à perfusion, matériel de soins...) sont fournis, maintenus et surveillés par les PSAD, permettant un accompagnement optimal.

Jérôme Lefebvre, patient sous chimiothérapie, témoigne : « Mon infirmière PSAD m'appelle régulièrement pour prendre de mes nouvelles. Elle m'accompagne avec bienveillance et s'assure que je dispose toujours du matériel nécessaire à mon traitement. Grâce à elle, je peux rester chez moi, entouré de ma famille, tout en recevant mes soins. »

<https://santecool.net/que-est-le-role-des-psad/>

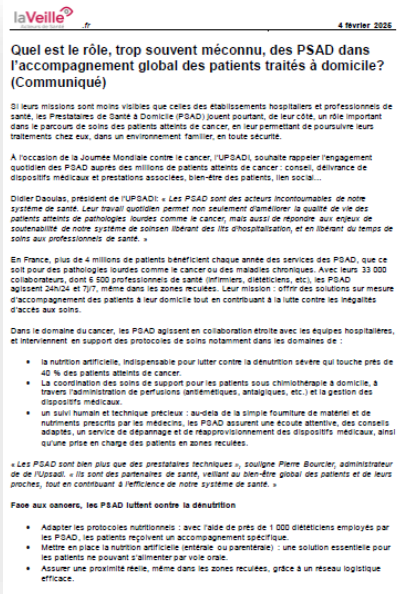
<https://santecool.net/que-est-le-role-des-psad/>

# Cancéro à domicile

## Résultats actions de relations presse février

### LA VEILLE DES ACTEURS DE LA SANTE.FR

4 février 2025



Jean-Paul Benet, suivi pour une nutrition artificielle à vie, ajoute : « Je me nourris uniquement par perfusion, mais grâce aux PSAD, je peux continuer à voyager et voir ma famille en province. C'est vital pour moi dans mon quotidien... »

Pour Candice Gruffat, infirmière de coordination d'un PSAD en Auvergne-Rhône-Alpes : « La prise en charge à domicile des patients sous chimiothérapie nécessite une coordination méticuleuse entre l'hôpital, le domicile et les équipes PSAD. Cela garantit une qualité de soins et un confort de vie incomparables pour les patients. J'interviens auprès de 60 patients, et près de la moitié sont atteints d'un cancer. »

**Zoom sur la chimiothérapie à domicile : un accompagnement essentiel pour alléger le quotidien des patients**

Dans le cadre d'une chimiothérapie à domicile, les Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) jouent un rôle clé en assurant le lien entre l'hôpital et l'infirmière libérale chargée de l'administration du protocole de soins. Leur intervention apporte un soutien essentiel aux patients et facilite la coordination entre les professionnels de santé grâce à :

- Les infirmières de coordination (IDEC) intégrées aux équipes des PSAD, qui assurent un suivi personnalisé. Ils communiquent aux professionnels de santé les évolutions de l'état du patient, ses ressentis, ainsi que ses nouveaux besoins (oxygénothérapie, soins de support, etc.).
- Les dispositifs médicaux (pompes à perfusion, matériel de soins...) sont fournis, maintenus et surveillés par les PSAD, permettant un accompagnement optimal.

Jérôme Lefebvre, patient sous chimiothérapie, témoigne : « Mon infirmière PSAD m'accompagne régulièrement pour prendre de mes nouvelles. Elle m'accompagne avec bienveillance et s'assure que je dispose toujours du matériel nécessaire à mon traitement. Grâce à elle, je peux rester chez moi, entouré de ma famille, tout en recevant mes soins. »

<https://toute-la-veille-acteurs-sante.fr/229183/quel-est-le-role-trop-souvent-meconnu-des-psad-dans-laccompagnement-global-des-patients-traites-a-domicile-communique/>

<https://toute-la-veille-acteurs-sante.fr/229183/quel-est-le-role-trop-souvent-meconnu-des-psad-dans-laccompagnement-global-des-patients-traites-a-domicile-communique/>



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS

# Résultats actions de relations presse février

LEGIFRANCE.GOUV.FR

4 février 2025

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

4 février 2025

## Avis relatif à la tarification du système FREESTYLE LIBRE 3 affilié à la boucle semi-fermée MYLIFE CAMAPS FX visé à l'article L. 165-1 du code de la sécurité sociale

En application, d'une part, de la convention entre le comité économique des produits de santé et :

- la société ABBOTT France,

et, d'autre part, par décision du comité économique des produits de santé, en l'absence de convention entre le comité économique des produits de santé et :

- la Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France (FSPF) ;
- le Syndicat national des associations d'assistance à domicile (SNADOM) ;
- le Syndicat national des prestataires de santé à domicile (SYNALAM) ;
- le Syndicat national autonome de prestataires de santé à domicile (SYNAPSAD) ;
- l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM) ;
- l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (UPSADI) ;
- l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine (USPO).

Le prix de vente maximum hors taxes au distributeur revendant directement aux assurés sociaux (dénommé ci-après prix de cession) en € HT et le tarif et le prix limite de vente au public en € TTC (PLV) du produit visé ci-dessous sont fixés comme suit :

CODE	DÉSIGNATION	Prix de cession en € HT	TARIF/PLV en € TTC
1132525	Forfait jour FREESTYLE LIBRE 3, ABBOTT, pour boucle semi-fermée.	4,27	5,11

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051123522>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051123522>

# Résultats actions de relations presse février

LEGIFRANCE.GOUV.FR

13 février 2025

Légifrance

Le service public de la diffusion du droit

www.legifrance.gouv.fr Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du négoce et des prestations de services dans les domaines médico-techniques

**Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale du négoce et des prestations de services dans les domaines médico-techniques**

En application de l'article L. 2261-15 du code du travail, le ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles envisage de prendre un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés entrant dans son champ d'application, les stipulations de l'avenant ci-après indiqué.

Cet avenant pourra être consulté en direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités.

Dans un délai de quinze jours, les organisations et toute personne intéressée sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de la généralisation envisagée.

Leurs communications devront être adressées au ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles (DGT, bureau DS1), 14, avenue Duquesne, 75350 Paris SP 07.

Dans un délai d'un mois, les organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau de l'avenant peuvent s'opposer à son extension. L'opposition écrite et motivée est notifiée et déposée dans les conditions prévues par les articles L. 2231-5 et L. 2231-6 du code du travail.

Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant du 12 décembre 2024 à l'accord du 17 janvier 2013.

Dépôt :

Direction générale du travail au ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Objet :

Contrats de professionnalisation.

Signataires :

Fédération des prestataires de santé à domicile (FEDEPSAD).

Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM).

L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSA-DI).

Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la CFDT, à la CFTC, à la CFE-CGC et à l'UNSA.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051157190>

# SUJET DE FOND

## Résultats actions de relations presse février

LE JOURNAL DU DIMANCHE  
16 au 23 février 2025

**Le Journal  
du Dimanche**

SOINS

### Colère chez les pros de la santé à domicile

**ÉCONOMIE** Les professionnels déplorent que les coupes budgétaires de 2025 aient été planifiées sans prise en compte des conséquences sur les emplois du secteur



L'appareil porté par ce patient lui permet de lutter contre l'apnée du sommeil. Photo : AMELIE SEINOIS/ALAMY/PHOTO12

**I**l existe en France 2 300 entreprises spécialisées dans la location de matériel médical à domicile. Majoritairement petites et moyennes entreprises, elles sont réparties partout sur le territoire et interviennent sept jours sur sept. « Nos 33 000 salariés accompagnent en permanence quatre millions de personnes, avec un lit médicalisé, un respirateur, un équipement dédié à l'apnée du sommeil », indique Didier Daoulas, le président de l'Union des prestataires de santé à domicile (Upsadi). Les restrictions du budget de la Sécurité sociale pour 2025 inquiètent la profession. « Notre budget annuel de prestations de 4 mil-

liards d'euros est amputé de 200 millions d'euros. Impossible pour nous de rattraper cette somme par ailleurs puisque nos interventions sont réalisées sur prescription médicale avec des tarifs tous réglementés », explique-t-il.

De son côté, Alexandra Duvau-chelle, déléguée générale de la Fedepsad, un autre syndicat professionnel, décrit la confusion du secteur devant les baisses tarifaires incessantes depuis une décennie. Car la difficulté est de maintenir les emplois dans ces conditions. Près de 2 000 postes auraient déjà été supprimés. « N'oublions pas que nous sommes une activité de main-d'œuvre », ajoute Didier Daoulas. Plus nous gérons de patients à domicile, plus nous avons besoin de collaborateurs. « Alexandra Duvau-chelle insiste : « Nous ne sommes pas contre des économies, mais on aurait souhaité la mise en place d'un plan stratégique de trois ans pour que l'on puisse disposer du temps nécessaire d'adaptation. » Proposition refusée par Bercy.

Cette baisse de budget est d'autant plus incompressible par la profession que les soins ambulatoires coûtent nettement

moins cher que l'hôpital. « Accélérer le virage des soins à domicile permettrait de gagner de 20 à 30 % sur le budget général de la Sécurité sociale », confirment à l'unisson Didier Daoulas et Alexandra Duvau-chelle.

Mais ce n'est pas la seule raison de leur colère. Une autre mesure, annoncée par Emmanuel Macron, prévoit le remboursement intégral des fauteuils roulants à partir de décembre 2025. Moyennant 460 millions d'euros. Une enveloppe « sous-dimensionnée, décidée sans aucune concertation avec les professionnels ». Résultat, ceux qui assurent la location de fauteuils « risquent le périt ». Pourquoi ? Parce qu'en parallèle du remboursement, les aides à la location pour les personnes qui ont un besoin ponctuel – suite à une chute, une fracture... – vont diminuer de plus de 20 % », tonne la Fedepsad.

Chaque année, nous apprend la Sécurité sociale, plus de 508 000 fauteuils sont loués tandis que 180 000 sont vendus. Le prestataire de location touchait jusqu'à présent 16 euros par mois minimum ; il devra se contenter de 12 euros à la fin de l'année. Et le risque est le

même qu'ailleurs chez les professionnels qui dénoncent « un mépris » : « Face aux changements incessants dans la poli-

tique sociale française, beaucoup d'entre nous s'activent à l'étranger, notamment en Alle-

magne où la politique sanitaire est beaucoup plus stable »...



**UPSADI**  
UNION DES PRESTATAIRES DE SANTÉ  
À DOMICILE INDÉPENDANTS





# SUJET DE FOND

## Résultats actions de relations presse février

LE JOURNAL DU DIMANCHE.FR

17 février 2025

**Le Journal  
du Dimanche**

### Soins à domicile : colère des professionnels face aux baisses de budget

ÉCONOMIE. Les professionnels déplorent que les coupes budgétaires de 2025 aient été planifiées sans prise en compte des conséquences sur les emplois du secteur.

Il existe en France 2 300 entreprises spécialisées dans la location de matériel médical à domicile. Majoritairement petites et moyennes entreprises, elles sont réparties partout sur le territoire et interviennent sept jours sur sept. « Nos 33 000 salariés accompagnent en permanence quatre millions de personnes, avec un lit médicalisé, un respirateur, un équipement dédié à l'apnée du sommeil », indique Didier Daoulas, le président de l'Union des prestataires de santé à domicile (Upsadi).

Les restrictions du budget de la Sécurité sociale pour 2025 inquiètent la profession. « Notre budget annuel de prestations de 4 milliards d'euros est amputé de 200 millions d'euros. Impossible pour nous de rattraper cette somme par ailleurs puisque nos interventions sont réalisées sur prescription médicale avec des tarifs tous réglementés », explique-t-il. De son côté, Alexandra Duvauchelle, déléguée générale de la Fedespad, un autre syndicat professionnel, décrit la confusion du secteur devant les baisses tarifaires incessantes depuis une décennie. Car la difficulté est de maintenir les emplois dans ces conditions. Près de 2 000 postes auraient déjà été supprimés. « N'oublions pas que nous sommes une activité de main-d'œuvre, ajoute Didier Daoulas. Plus nous gérons de patients à domicile, plus nous avons besoin de collaborateurs. »

Alexandra Duvauchelle insiste : « Nous ne sommes pas contre des économies, mais on aurait souhaité la mise en place d'un plan stratégique de trois ans pour que l'on puisse disposer du temps nécessaire d'adaptation. » Proposition refusée par Bercy. Cette baisse de budget est d'autant plus incompréhensible par la profession que les soins ambulatoires coûtent nettement moins cher que l'hôpital. « Accélérer le virage des soins à domicile permettrait de gagner de 20 à 30 % sur le budget général de la Sécurité sociale », confirment à l'unisson Didier Daoulas et Alexandra Duvauchelle.

Mais ce n'est pas la seule raison de leur colère. Une autre mesure, annoncée par Emmanuel Macron, prévoit le remboursement intégral des fauteuils roulants à partir de décembre 2025. Moyennant 460 millions d'euros. Une enveloppe « sous-dimensionnée, décidée sans aucune concertation avec les professionnels ». Résultat, ceux qui assurent la location de fauteuils « risquent le péri ». Pourquoi ? Parce qu'en parallèle du remboursement, les aides à la location pour les personnes qui ont un besoin ponctuel – suite à une chute,

une fracture... – « vont diminuer de plus de 20 % », tonne la Fedespad.

La difficulté : maintenir les emplois dans ces conditions

Chaque année, nous apprenons la Sécurité sociale, plus de 508 000 fauteuils sont loués tandis que 180 000 sont vendus. Le prestataire de location touchait jusqu'à présent 16 euros par mois minimum ; il devra se contenter de 12 euros à la fin de l'année. Et le risque est le même qu'ailleurs chez ces professionnels qui dénoncent « un mépris » : « Face aux changements incessants dans la politique sociale française, beaucoup d'entre nous s'activent à l'étranger, notamment en Allemagne où la politique sanitaire est beaucoup plus stable »

[Soins à domicile : colère des professionnels face aux baisses de budget](#)



# SUJET DE FOND

## Résultats actions de relations presse février

TIC.SANTE.COM

18 février 2025



www.ticsante.com MARSEILLE (TICsanté) - Le déploiement de la télésurveillance à domicile des patients souffrant d'insuffisance respiratoire chronique se heurte à des difficultés liées à un modèle qui ne semble pas adapté aux organisations sur le terrain, alors que des données sont nécessaires pour la réévaluation de cette activité prévue à trois ans, a appris APMnews/TICsanté en marge du Congrès de pneumologie de langue française (CPLF) qui s'est tenu fin janvier à Marseille.

**La télésurveillance des patients souffrant d'insuffisance respiratoire chronique de cause obstructive ou restrictive relevant des indications de**

L'ALD 14 (insuffisance respiratoire chronique grave) sous ventilation non invasive (VNI) et/ou oxygénothérapie (O<sub>2</sub>) à court ou long terme est entrée dans le droit commun par arrêté publié en juin 2023 après le programme Etapes.

Cette intervention associe une surveillance médicale et un dispositif médical numérique avec pour objectif de stabiliser voire améliorer l'état de santé du patient ainsi que sa qualité de vie en assurant une prise en charge au plus près du lieu de vie, en renforçant la coordination des différents professionnels de santé autour du patient et en prévenant la survenue de complications, a rappelé le Dr François Bughin du CHU de Montpellier lors d'un symposium sur le sujet, organisé par la fédération Antadair, qui rassemble des prestataires de santé à domicile (Psad) indépendants.

Cependant, dans son référentiel publié en 2022, la Haute autorité de santé (HAS) observait que les données spécifiques objectivant le bénéfice clinique et organisationnel de la télésurveillance manquaient.

Mais "actuellement, ça patine. Il n'y a que quelques centaines de patients inclus avec trois plateformes. Si on veut que ça fonctionne, il faut collecter des données, continuer à apporter des preuves", a insisté le pneumologue montpelliérain. Il s'agit de récolter des FROMs (patient-reported outcome measures), des résultats rapportés par les patients, afin de développer des applications patients ainsi que l'intelligence artificielle.

Quelque 500 patients sont actuellement télésurveillés, probablement plus, car il existe un délai entre le moment où les informations sont entrées dans le système national des données de santé (SNDS) et mises à disposition, a-t-il précisé à APMnews/TICsanté.

Ce, environ 300.000 patients étaient pris en charge en 2019 au titre de l'ALD 14 (patients atteints de bronchopneumopathie chronique obstructive -BPCO-, au stade de l'insuffisance respiratoire chronique grave) et ALD 99 (autres causes non classées ailleurs d'insuffisance respiratoire) et en 2021, quelque 54.000 patients étaient traités par VNI, 354.000 par O<sub>2</sub> et 46.000 par VNI + O<sub>2</sub>.

Pour le moment, trois sociétés proposent un dispositif médical numérique pour la télésurveillance mais uniquement de la VNI pour le moment. Srett, Biosenac et Adel Santé, alors que c'est probablement chez les patients sous O<sub>2</sub> qu'il pourrait y avoir "un bénéfice gigantesque", a estimé le Dr Léo Grassein du CHU de Bordeaux lors du symposium de l'Antadair. Les résultats préliminaires d'une étude présentée en session de discussion de posters ont révélé une très mauvaise observance de l'O<sub>2</sub> à domicile.

Inclure plus de patients pour disposer de données

Cette situation provient d'un projet "généraliste" commun à la télésurveillance du diabète, de l'insuffisance cardiaque et de l'insuffisance rénale mais "ce même modèle pour tous ne peut pas marcher" car pour l'insuffisance respiratoire, "c'est un tout petit peu déconnecté de la réalité", a expliqué le président sortant de la Société de pneumologie de langue française (SPLF), le Pr Jean Gonzalez de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris (AP-HP) dans un entretien accordé à APMnews/TICsanté.

Les autorités ont voulu "remplacer le médecin opérateur au centre de la surveillance, comme pour les autres pathologies, et organiser une activité globale. Une rémunération a été prévue pour lui et pour l'équipement du dispositif médical numérique mais pas pour le prestataire alors que c'était un acteur principal dans le programme Etapes".

"Nous avons une organisation avec eux, nous étions prêts. Il a fallu non seulement mettre en route la technologie et organiser les parcours mais aussi nous adapter et nous réorganiser (sans les prestataires), créer de nouveaux outils, coordonner l'ensemble des acteurs."

Le groupe d'assistance ventilatoire et oxygène GavO<sub>2</sub> de la SPLF en particulier a travaillé sur un algorithme de surveillance des événements respiratoires sous VNI, notamment de détection et de gestion des fuites et de l'indice d'apnées-hypopnées (IAH), que la Pr Marjolaine Georges du CHU de Dijon a détaillé au symposium de l'Antadair.

Initialement dans le programme Etapes, l'objectif était de détecter les exacerbations en particulier. A présent, il faut surveiller l'observance, les fuites, l'IAH. "Il y a eu beaucoup de choses à changer plutôt que d'exporter des corrections au premier projet", a observé le Pr Gonzalez.

1/2

# SUJET DE FOND

## Résultats actions de relations presse février

TIC.SANTE.COM

18 février 2025



Les pneumologues souhaitent recueillir plus de données pour pouvoir démontrer sur le plan scientifique que la télé-surveillance améliore la qualité de vie et/ou des paramètres "plus durs", comme la consommation des soins (passages aux urgences, hospitalisations) et la mortalité, ont précisé les Drs Bughin et Grassion. Ces éléments permettraient de "prétendre à un forfait plus élevé" au terme de l'évaluation de la télé-surveillance prévue trois ans après l'inscription de cette activité dans le droit commun, à l'horizon juin 2026.

Pour cela, la Fédération française de pneumologie (FFP) initie le registre national Revanoté, dans le cadre d'un appel d'offres de la Fédération des spécialités médicales. Par ailleurs, l'impact de la télé-surveillance chez des patients sous VNI pour un syndrome obésité-hyperventilation ou une BPCO doit également être évalué dans le cadre d'un essai clinique randomisé contrôlé (Télé-Ovéri).

Et afin de pousser les inclusions, un collectif de pneumologues a créé une association, Belvedair. "Nous avons trois buts : promouvoir la télé-surveillance, aider les praticiens dans sa mise en œuvre et enfin, alimenter le registre de la FFP", a expliqué à APMnews/TIC-santé son président, le Dr Christophe Zanetti, pneumologue à Lens (Pas-de-Calais).

Ce service d'adresse à la fois aux médecins libéraux et hospitaliers, les "opérateurs" dans l'activité de télé-surveillance, pour leur "simplifier au maximum le travail et qu'ils ne se sentent pas débordés", en particulier dans la gestion des alertes. Des discussions sont en cours avec des prestataires de services à domicile, a-t-il indiqué.

Ces derniers mettent en place les machines, recueillent le consentement du patient, assurent l'accompagnement thérapeutique... Lors d'une session de discussion de posture, où des premières expériences de la télé-surveillance de la VNI à domicile ont été rapportées, il a été notamment évoqué la possibilité de sous-traiter la gestion des alertes à un Psad et de partager avec lui le forfait prévu.

Ces professionnels regrettent de manière unanime, auprès d'APMnews/TICsanté, leur absence du dispositif finalement mis en place.

La télé-surveillance n'a pas fait disparaître les prestations

"La transposition dans le droit commun a purement et simplement nié l'existence d'une prestation d'éducation thérapeutique au domicile, modifiant le dispositif issu de l'expérimentation et écartant le rôle des Psad, ne le prévoyant que dans un cadre éventuel de 'sous-traitance' non financé, complexe pour les médecins et inadapté aux besoins", a regretté la déléguée générale de la Fédération des Psad (Fédépсад), Alexandra Duvauchelle.

Elle a rappelé que les Psad étaient "très impliqués" dans le programme Etapes car ils avaient "un rôle identifié et reconnu et valo-

risé". "Écartés du dispositif par la transposition dans le droit commun, ils n'ont eu d'autre choix que de renoncer à leur contribution active au déploiement."

Considérer que la technologie permettait de "s'affranchir du rôle essentiel des Psad pour soulager les médecins et assister les patients" est, selon elle, "une erreur", ce qui est "démonstré aujourd'hui par son faible déploiement". "Les prestations associées à l'utilisation de ces nouvelles technologies évoluent, certes, mais ne disparaissent pas! Elles doivent donc être prévues et financées en faveur d'une prise en charge personnalisée et conforme aux besoins."

"La mise en place de la télé-surveillance, notamment pour la VNI, nécessite un cadre financier solide pour les Psad et une vraie reconnaissance de leur statut. Sans une rémunération dédiée, la pérennité de ces services pourrait être mise en danger, notamment chez les Psad associatifs Antadir, ce qui aurait un impact direct sur le suivi et la qualité des soins apportés aux patients", a renchéri la directrice de la Fédération Antadir, Jacqueline Deirieu.

La situation actuelle "montre une fois de plus la nécessité de clarifier les rôles et missions des Psad, comme l'avait relevé l'igas [Inspection générale des affaires sociales] dans un rapport de 2020", a souligné la déléguée générale de l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM). "Malgré nos relances, ces travaux n'ont pas réellement commencé avec la DGOS [direction générale de l'offre de soins]."

Pour l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (Upsadi), sa déléguée générale, Nathalie Creveux, "approuve sans réserve" l'ensemble de ces propos.

2/2

# SUJET DE FOND

## Résultats actions de relations presse février

TRIPALIO.FR

27 février 2025



presse.tripalio.fr La CCN des domaines médico-techniques s'accorde sur les contrats de professionnalisation

**Un accord relatif aux contrats de professionnalisation a été conclu dans la CCN du négoce et des prestations de services dans les domaines médico-techniques ( IDCC 1982**

Il s'agit de l'avenant du 12 décembre 2024 qui annule et remplace l'article 6 de l'accord du 17 janvier 2013 relatif aux contrats de professionnalisation, concernant la prise en charge financière des formations réalisées dans le cadre de ce dispositif. Le texte a été signé par les organisations patronales FEDEPSAD, UPSADI et UNPDM ; ainsi que par les syndicats de salariés Fédération des Services CFDT, UNSA Commerce et Services, Fédération CFTC Santé et Sociaux et Fédération Nationale de l'Encadrement du Commerce et des Services CFE/CGC.

L'avenant prend effet dès sa signature et au plus tard le 01 janvier 2025.

[La CCN des domaines médico-techniques s'accorde sur les contrats de professionnalisation - Tripalio](#)



CEPS  
PPC

# Résultats actions de relations presse mars

## TOUTE LA VEILLE DES ACTEURS DE LA SANTE.FR

6 mars 2025



toute-la.veille-acteurs-sante.fr Tarification de la prise en charge de l'apnée du sommeil par PPC : les PSAD signent un accord avec le CEPS et demandent l'engagement d'un dialogue constructif pour l'avenir du secteur (Communiqué)

Les organisations représentatives des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD/PSDM), la FEDEPSAD, l'UNPDM et l'UPSADI, ont conclu un accord tarifaire avec le Comité économique des produits de santé (CEPS) concernant les traitements de l'apnée du sommeil par pression positive continue (PPC).

Cet accord intervient dans un contexte économique contraint, caractérisé par des impératifs budgétaires pour le système de santé et une situation économique sectorielle fragilisée, comme les représentants du secteur ont pu abondamment le documenter ces dernières années. Face à ces enjeux, les PSAD/PSDM ont opté pour une approche responsable et tournée vers le dialogue. « Nous avons choisi de nous engager dans cette démarche dans l'intérêt de tous, car c'est la seule voie possible pour surmonter les défis auxquels nous sommes collectivement confrontés. » commente Louis Champion, Président de la FEDEPSAD.

Après plusieurs mois de négociations, un compromis a été trouvé, établissant un cadre tarifaire pluriannuel pour les traitements par PPC. Cet accord représente un effort très significatif pour les entreprises (baisses des tarifs de 5% en 2025 et de 4% en 2026), mais leur garantit une certaine visibilité. En contrepartie, et témoignant d'une volonté de dialogue constructif, le CEPS s'est également engagé à ne pas appliquer de nouvelles baisses tarifaires sur l'oxygénothérapie de longue durée en 2025, et à initier une discussion sur les modifications de nomenclatures susceptibles de générer des gains d'efficience pour le secteur, dès que la Haute Autorité de Santé (HAS) aura rendu son avis sur le sujet. « Cet accord témoigne de la capacité des PSAD et du CEPS à travailler ensemble pour trouver des solutions responsables » déclare Didier DAOULAS - Président de l'UPSADI.

Bien qu'il constitue une étape notable dans la relation entre les PSAD/PSDM et les pouvoirs publics, ouvrant la voie à un dialogue renouvelé fondé sur la co-construction et la recherche de solutions innovantes, cet accord ne saurait être considéré comme une conclusion en soi. Il marque un premier pas, qui nécessite la poursuite engagée des échanges, compte tenu des enjeux sectoriels et des impératifs d'évolution de la prise en charge. Nous devons agir ensemble pour y répondre. » précise Jean-Roch MEUNIER - Président de l'UNPDM.

Ainsi, les PSAD appellent dès à présent le CEPS et ses membres, notamment la Direction de la Sécurité Sociale (DSS), à initier un chantier de co-construction dédié à la révision de l'inscription LPP pour la PPC, en y associant toutes les parties prenantes du dossier. Cette démarche, pouvant être conduite en parallèle de la révision de la nomenclature menée par la HAS, permettra de préparer dans des conditions optimales, l'évolution de la prise en charge, bénéficiant à plus de 1,7 million de patients suivis à domicile.

Les organisations représentatives des PSAD/PSDM espèrent également que ce processus de dialogue serve de modèle et soit étendu à l'ensemble des prestations de santé à domicile, pour apporter des réponses appropriées aux autres dossiers impactant fortement le secteur (diabète, fauteuils roulants, perfusion à domicile, nutrition, etc.). Cette méthode permettrait de mobiliser pleinement le potentiel du secteur dans l'accélération du virage ambulatoire, la lutte contre la désertification médicale et l'amélioration de la prévention, tout en garantissant un accès équitable et de qualité aux soins à domicile pour tous les patients.

[Tarification de la prise en charge de l'apnée du sommeil par PPC : les PSAD signent un accord avec le CEPS et demandent l'engagement d'un dialogue constructif pour l'avenir du secteur \(Communiqué\) - La Veille Acteurs de Santé](#)

# CEPS PPC

## Résultats actions de relations presse mars

**APM NEWS.COM**

6 mars 2025



[www.apmnews.com](http://www.apmnews.com) Accord tarifaire entre le CEPS et les Psad sur les traitements de l'apnée du sommeil par PPC

Les organisations représentatives des prestataires de santé à domicile (Psad) ont annoncé jeudi dans un communiqué avoir conclu un accord tarifaire avec le Comité économique des produits de santé (CEPS) sur les traitements de l'apnée du sommeil par pression positive continue (PPC).

[APMnews - Accord tarifaire entre le CEPS et les Psad sur les traitements de l'apnée du sommeil par PPC](http://www.apmnews.com)



# CEPS PPC

## Résultats actions de relations presse mars

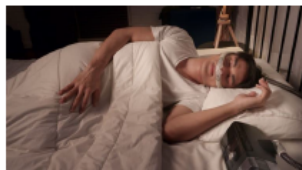
AEF INFO.FR

7 mars 2025



### Les prestataires de santé à domicile signent avec le CEPS un accord étalant sur 2 ans les baisses tarifaires sur la PPC

Un accord étalant les baisses tarifaires programmées dans la LPDD 2025 vient d'être signé entre le CEPS (Comité économique des produits de santé) et trois syndicats de prestataires impliqués dans le traitement des apnées du sommeil par PPC (pression positive continue), annoncent ces derniers. La Fedepsad, l'UNPDM et l'Upsadi saluent, dans un communiqué commun le 6 mars 2025, le compromis trouvé qui représente un "effort très significatif" d'économies à hauteur de 84 millions sur 2025 et 2026.



Un accord de compromis est trouvé entre les prestataires impliqués dans le traitement par PPC de l'apnée du sommeil et le Comité économique des produits de santé, après quelques mois de négociations. Cet accord va fixer un cadre tarifaire d'annuel sur deux ans pour les traitements par PPC dans le cadre de la recherche d'économies sur les dispositifs médicaux pour l'Assurance maladie.

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2025, les tarifs facturés par les prestataires pour ces traitements baisseront de - 5 %, soit une économie de 47 millions d'euros la première année, et à nouveau de - 4 % à partir du 1<sup>er</sup> avril 2026 (37 M€). Ce qui représente un total de 84 millions d'euros de baisses tarifaires à rapporter à une dépense annuelle, en 2023, de 940 millions d'euros pour 1,4 million de patients appareillés.

#### Un "effort très significatif"

"Cet accord représente un effort très significatif pour les entreprises (baisse des tarifs de 5 % en 2025 et de 4 % en 2026), mais leur garantit une certaine visibilité", soulignent les prestataires. Ils qualifient leur démarche de "responsable et tournée vers le dialogue".

En contrepartie de cette baisse tarifaire, le CEPS, "témoinnant d'une volonté de dialogue constructif", s'est engagé à ne pas appliquer de nouvelles baisses tarifaires sur l'oxygénothérapie de longue durée en 2025. La quasi-totalité des prestataires délivrant la PPC sont également impliqués dans l'oxygénothérapie de longue durée. Mais la PPC est une activité qui tend à se développer du fait du vieillissement et de l'obésité alors que l'activité d'oxygénothérapie, elle, reste stable.

#### Besoin de visibilité des entreprises

Initialement, une baisse tarifaire de 75 millions d'euros était attendue sur un an par les pouvoirs publics sur la PPC et de 15 millions d'euros sur l'oxygénothérapie, qui représente une dépense de 330 millions par an. Finalement, l'effort portera uniquement sur la PPC mais sera étalé sur deux ans. "Le compromis répond à notre demande de visibilité. Notre négociation a permis d'aboutir à une visibilité pour les entreprises durant deux ans", se félicite Nathalie Creveux, déléguée générale de l'Upsadi.

Les traitements par des dispositifs médicaux sont encadrés par la liste des produits et prestations et sont sujets à une évolution de leurs tarifs dans le cadre de la LPDD. Chaque année, ce sont environ 200 millions d'euros d'économies qui sont attendus par les pouvoirs publics.

#### Discussion à suivre sur la nomenclature

Selon les prestataires, le CEPS s'est d'autre part engagé à initier une "discussion sur les modifications de nomenclature susceptibles de générer des gains d'efficacité" pour le secteur, dès que la Haute Autorité de santé aura rendu son nouvel avis remettant à plat la stratégie thérapeutique de l'apnée du sommeil. Cet avis est attendu, selon Nathalie Creveux, pour le second semestre 2025.

Les PDA appellent "dès à présent" le comité et ses membres, notamment la Direction de la Sécurité sociale, à "lancer un chantier de co-construction dédié à la révision de l'inscription LPP pour la PPC, en y associant toutes les parties prenantes du dossier". Cette démarche, pouvant être conduite en parallèle de la révision de la nomenclature menée par la HAS, permettra de "préparer dans des conditions optimales l'évolution de la prise en charge" qui bénéficie à plus de 1,7 million de patients suivis à domicile.

<https://www.aefinfo.fr/depeche/727673-les-prestataires-de-sante-a-domicile-signent-avec-le-cep-un-accord-etant-sur-2-ans-les-baisses-tarifaires-sur-la-ppc>



# PARTENARIAT SILVER ECO

## Résultats actions de relations presse mars

CAPGERIS.FR

19 mars 2025



### www.capgeris.com Partenariat entre l'UPSADI et France Silver Eco

**un partenariat au service du maintien à domicile L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur**

de la filière Silver économie, ont signé une convention de partenariat visant à la coordination entre acteurs de terrain et à promouvoir la place essentielle des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) dans la filière.

Ce rapprochement se traduira par des actions communes autour du « Bien vieillir » et de la promotion du maintien à domicile dans les meilleures conditions, tout en renforçant la visibilité des PSAD auprès des pouvoirs publics et des autres acteurs du secteur.

Une signature au service du renforcement des synergies PSAD / France Silver Eco

L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur de la filière Silver économie, signent aujourd'hui une convention de partenariat dont les objectifs sont les suivants :

- Réflexions communes autour du « Bien vieillir » et du maintien à domicile dans les meilleures conditions
- Mise en avant de la valeur ajoutée apportée par les PSAD dans le cadre du virage domiciliaire engagé par la puissance publique permettant de répondre à la transition démographique (étude, rapport, contribution...)
- Mise en relation entre les réseaux des parties au service d'une meilleure collaboration

A travers cette convention, l'UPSADI et l'ensemble de ses adhérents intègrent officiellement la filière Silver économie. L'objectif de ce rapprochement est de mettre en valeur leur action et de créer des ponts avec d'autres acteurs de la filière, permettant une meilleure articulation au service du maintien à domicile.

Luc Broussy, Président de France Silver Eco

:

« Enquête après enquête, les seniors expriment le souhait de vieillir chez eux. La filière doit contribuer à la création de réponses adap-

tées, en intégrant à la réflexion l'ensemble des parties prenantes. Les PSAD constituent un chaînon essentiel du maintien à domicile, du « aller vers ». Grâce à eux, nous devons également permettre la massification des aides techniques, outil important du maintien à domicile. »

### Un maillage territorial clé au service des seniors

Didier Daoulas, Président de l'UPSADI :

« Les 2 300 entreprises de PSAD et leurs 33 000 salariés, dont 6 500 professionnels de santé, sont mobilisés chaque jour auprès des patients. Avec notre ancrage territorial unique et l'expertise de nos équipes, nous sommes un acteur clé pour garantir des soins sûrs et de qualité à domicile. Ce partenariat avec France Silver Eco permettra de mieux faire connaître le rôle essentiel des PSAD auprès des différents acteurs de l'écosystème et des pouvoirs publics et d'amplifier notre contribution à la filière Silver économie



<https://www.capgeris.com/actualite-pro-2216/portenariat-entre-lupsadi-et-france-silver-eco-a48285.htm>



# PARTENARIAT SILVER ECO

## Résultats actions de relations presse mars

TOUT LA VEILLE DES ACTEURS DE LA SANTE .FR

19 mars 2025



toute-la-veille-acteurs-sante.fr L'UPSADI et France Silver Eco  
scellent un partenariat au service du maintien à domicile  
(Communiqué)

L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur de la filière Silver économie, ont signé une convention de partenariat visant à la coordination entre acteurs de terrain et à promouvoir la place essentielle des Prestataires de Santé à Domicile (PSAD) dans la filière.

Ce rapprochement se traduira par des actions communes autour du « Bien vieillir » et de la promotion du maintien à domicile dans les meilleures conditions, tout en renforçant la visibilité des PSAD auprès des pouvoirs publics et des autres acteurs du secteur.

Une signature au service du renforcement des synergies PSAD / France Silver Eco

L'Union des Prestataires de Santé à Domicile Indépendants (UPSADI) et France Silver Eco, animateur de la filière Silver économie, signent aujourd'hui une convention de partenariat dont les objectifs sont les suivants :

Réflexions communes autour du « Bien vieillir » et du maintien à domicile dans les meilleures conditions

Mise en avant de la valeur ajoutée apportée par les PSAD dans le cadre du virage domiciliaire engagé par la puissance publique permettant de répondre à la transition démographique (étude, rapport, contribution...)

Mise en relation entre les réseaux des parties au service d'une meilleure collaboration

A travers cette convention, l'UPSADI et l'ensemble de ses adhérents intègrent officiellement la filière Silver économie. L'objectif de ce rapprochement est de mettre en valeur leur action et de créer des ponts avec d'autres acteurs de la filière, permettant une meilleure articulation au service du maintien à domicile.

Luc Broussy, Président de France Silver Eco : « Enquête après enquête, les seniors expriment le souhait de vieillir chez eux. La filière doit contribuer à la création de réponses adaptées, en intégrant à la réflexion l'ensemble des parties prenantes. Les PSAD constituent un chaînon essentiel du maintien à domicile, du « aller vers ». Grâce à eux, nous devons également permettre la massification des aides techniques, outil important du maintien à domicile. »

Un maillage territorial clé au service des seniors

Didier Daoulas, Président de l'UPSADI : « Les 2 300 entreprises de PSAD et leurs 33 000 salariés, dont 6 500 professionnels de santé, sont mobilisés chaque jour auprès des patients. Avec notre ancrage territorial unique et l'expertise de nos équipes, nous sommes un acteur clé pour garantir des soins sûrs et de qualité à domicile. Ce partenariat avec France Silver Eco permettra de mieux faire connaître le rôle essentiel des PSAD auprès des différents acteurs de l'écosystème et des pouvoirs publics et d'amplifier notre contribution à la filière Silver économie »

<https://toute-la-veille-acteurs-sante.fr/231556/lupsadi-et-france-silver-eco-scellent-un-partenariat-au-service-du-maintien-a-domicile-communique/>





www.legifrance.gouv.fr Avis relatif à la tarification des dispositifs médicaux à pression positive continue (PPC) pour traitement du syndrome d'apnées/hypopnées obstructives du sommeil et des prestations associées inscrits au titre I sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la sécurité sociale

**Avis relatif à la tarification des dispositifs médicaux à pression positive continue (PPC) pour traitement du syndrome d'apnées/hypopnées obstructives du sommeil et des prestations associées inscrits au titre I sur la liste des produits et prestations remboursables prévue à l'article L. 165-1 (LPP) du code de la sécurité sociale**

Recherche simple dans le code

Rechercher dans le texte...

En application, d'une part, de la convention entre le comité économique des produits de santé et :

- la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF) ;
  - le Syndicat national des prestataires de santé à domicile (SYNALAM) ;
  - le Syndicat national autonome de prestataires de santé à domicile (SYNAPSAD) ;
  - l'Union nationale des prestataires de dispositifs médicaux (UNPDM) ;
  - l'Union des prestataires de santé à domicile indépendants (UPSADI) ;
  - l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO),
- et, d'autre part, par décision du comité économique des produits de santé, en l'absence de convention entre le comité économique des produits de santé et :
- la Chambre syndicale de la répartition pharmaceutique (CSRP) ;
  - le Syndicat national des associations d'assistance à domicile (SNADOM) ;

Le Répertoire national de l'industrie des technologies médicales (RNTIM).

Les montants pris de vente maximum sont ceux au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les montants des prestations sont ceux au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les montants des prestations sont ceux au 1<sup>er</sup> janvier 2025. Les montants des prestations sont ceux au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

CODE

Pris de vente maximum

en 4 HT

TARIF maximum

en 4 TTC

Pris de vente en 4 HT

en 1<sup>er</sup> avril 2025

TARIF maximum

en 4 TTC

en 1<sup>er</sup> avril 2025

Pris de vente en 4 HT

en 1<sup>er</sup> avril 2025

TARIF maximum

en 4 TTC

en 1<sup>er</sup> avril 2025

Pour, après, avant, phase initiale, forfait, forfait 0,41.

Pour, après, avant, patient, forfait (1 de 112 à), forfait forfait 0,41

Pour, après, avant, patient, forfait (2 de 112 à), forfait forfait 0,41

Pour, après, avant, patient, forfait (3 de 112 à), forfait forfait 0,41

Pour, après, avant, patient, forfait (4 de 112 à), forfait forfait 0,41

Pour, après, avant, patient, sans forfait d'abonnement, forfait forfait 0,41.

Pour, après, avant, patient, sans forfait (sans abonnement), forfait forfait 0,41.

Pour, après, avant, patient, sans forfait (abonnement, forfait), forfait forfait 0,41.

Pour, après, avant, patient, sans forfait (abonnement, forfait), forfait forfait 0,41.

Pour, après, avant, patient, sans forfait (sans abonnement), forfait forfait 0,41.

Pour, après, avant, phase initiale, forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, forfait (1 de 112 à), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, forfait (2 de 112 à), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, forfait (3 de 112 à), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, forfait (4 de 112 à), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait d'abonnement, forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait (sans abonnement), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait (abonnement, forfait), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait (abonnement, forfait), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait (sans abonnement), forfait forfait 0,41 à compter

Pour, après, avant, patient, sans forfait (sans abonnement), forfait forfait 0,41 à compter



## Articles à paraître

# Articles à paraître

## Autres articles à paraître

**NUTRITIONS &  
ENDOCRINOLOGIE**

A paraître  
*Sujet : Résultats enquête Respilab*



A paraître  
*Sujet : Résultats enquête Respilab*

# Articles à paraître

## Autres articles à paraître

NOTRE  
TEMPS

A paraître  
*Sujet : Eclairage réforme VPH (en  
attente de nouvelles actus)*



A paraître  
*Sujet : Eclairage réforme VPH (en  
attente de nouvelles actus)*